

EL MOUDJAHID

LA RÉVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE

JOURNÉE INTERNATIONALE
ANTI-MINES



**AZOUZ NASRI
SALUE LE RÔLE
PIONNIER
DE L'ARMÉE**

P. 2

HÔPITAUX, ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET CANTONNEMENTS
DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES

L'ANP SE RÉINVENTE À TRAVERS SES INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES

P. 4

LOI DÉFINISSANT
LES CIRCONSCRIPTIONS
ÉLECTORALES ET LE NOMBRE
DE SIÈGES À POURVOIR

**SAYOUD PRÉSENTE
LE PROJET
DEVANT
LES DÉPUTÉS**

P. 2

LIGNE
ALGER - EL MENÉA



**DEUX VOLS
BOEING 737
EN RENFORT**

P. 11

L'AIEA S'ALARME DES
RISQUES DE LA GUERRE
AU MOYEN-ORIENT



**LES ABORDS
D'UNE
CENTRALE
NUCLÉAIRE
CIBLÉS**

P. 25

RELATIONS ENTRE L'ALGÉRIE ET L'EUROPE

LA CONSÉCRATION D'UN PARTENARIAT

FIABLE



● LA PUBLICATION AMÉRICAINE *FOREIGN POLICY* L'AFFIRME :
**«L'ALGÉRIE EN PHASE DE DEVENIR UNE PUISSANCE
DIPLOMATIQUE ET ÉCONOMIQUE»**

P. 3

IMMATRICULATION DES VÉHICULES
PASSAGE
AU TOUT-NUMÉRIQUE
DÈS AUJOURD'HUI

P. 9

COLLOQUE SUR LA RÉSISTANCE
DE LALLA FATMA N'SOUMEUR

**UNE MÉMOIRE
À TRANSMETTRE**

P. 31

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SENSIBILISATION AUX MINES
ET ASSISTANCE À LA LUTTE ANTI-MINES

AZOUZ NASRI SALUE LE RÔLE PIONNIER DE L'ANP

«À l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux mines et d'assistance à la lutte anti-mines, nous nous souvenons des souffrances endurées par notre pays et notre peuple du fait des restes de mines antipersonnel datant de l'époque coloniale, qui ont coûté la vie à des innocents et laissé des cicatrices profondes. Nous saluons le rôle pionnier de l'Armée nationale populaire dans la libération du sol algérien et le rétablissement de sa sécurité, perpétuant ainsi l'héritage des martyrs et contribuant à l'édification d'une Algérie victorieuse.»



Ph. : B.K

LOI DÉFINISSANT LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES
ET LE NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR

SAYOUD PRÉSENTE LE PROJET DEVANT LES DÉPUTÉS

L'Assemblée populaire nationale a accueilli, hier, deuxième jour du week-end, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, pour une séance de travail portant sur un premier examen du projet de loi définissant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir au Parlement.

■ KARIM AOUDIA

C'est devant les membres de la Commission des Affaires juridiques administratives et des libertés de l'APN que le ministre, et en présence de sa collègue au gouvernement chargée des Relations avec le Parlement, a exposé en effet les détails de ce nouveau texte de loi, ultime exercice législatif, eu égard à la convocation imminente du corps électoral attendu pour les prochains jours. Dans son exposé, le ministre a mis l'accent sur la représentation équitable gagée à travers la nouvelle loi, autant à l'APN qu'au Conseil de la nation, arguant une approche de réforme globale fondée sur un certain nombre de changements fondamentaux.

Il question poursuit Saïd Sayoud, de la mise à jour de la base de population approuvée pour chaque wilaya les données issues du recensement général de 2022, publié par l'Office national des statistiques. Ce qui induit «une révision des bases arithmétiques de la répartition des sièges, par un réajustement de la méthodologie utilisée pour calculer le nombre de sièges, afin d'assurer une répartition plus précise et équilibrée» a expliqué le ministre, précisant que le projet de loi comprenait dix articles, accompagnés de deux annexes, relatifs aux circonscriptions électorales et au nombre de sièges à pourvoir. Le nouveau projet de loi consacre ainsi une parfaite adaptation symétrique entre la réalité administrative du pays et sa représentation institutionnelle au sein des deux chambres du Parlement. «L'impulsion de cette réforme vient de la loi n° 84-09 relative à l'organisation territo-



riale, qui a acté la création de onze nouvelles wilayas» peut-on lire dans l'exposé des motifs du nouveau texte dont *El Moudjahid* a obtenu une copie.

Il s'agit des wilayas de Tougourt, El-Menia, Ouled Djellal, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Timimoun, Djanet, El M'Ghair, In Salah, In Guezzam et Tindouf «qui existent administrativement, mais dont le poids politique restait, jusque-là, incomplet faute d'une représentation parlementaire dédiée» souligne le document. Le projet de loi comble cette lacune de manière implacable en élevant de 58 à 69 le nombre de circonscriptions électorales, auxquelles s'ajoute une autre circonscription spécifique dédiée à la diaspora.

Cette symétrie ne se limite pas à un alignement cartographique. Elle repose sur un principe d'efficacité démographique, garantissant que

chaque voix pèse d'un poids équitable. Pour l'APN, le nombre total de sièges reste stabilisé à 407, mais leur répartition est entièrement revue à l'aune du dernier recense-

ment général de la population et de l'habitat. La règle que suggère le texte suggère un siège pour toute fraction de 120.000 habitants, un siège supplémentaire pour tout reliquat atteignant 60.000 habitants, avec un minimum de deux sièges par wilaya pour les moins peuplées (moins de 200.000 habitants). Ce mécanisme évite à la

fois la surreprésentation des zones vides et la sous-représentation des territoires émergents. L'innovation la plus remarquable concerne le renouvellement du Conseil de la Nation.

Jusqu'ici, les deux tiers des sénateurs étaient élus sur une base de deux sièges par wilaya, sans égard aux disparités démographiques. Désormais, le critère de population devient le seul étalon, en vertu duquel chaque circonscription de moins de 250.000 habitants disposera d'un seul siège, tandis que celles dépassant ce seuil en

obtiendront deux.

Ce changement fondamental permet une représentation plus juste des wilayas les plus dynamiques sur le plan démographique, tout en préservant l'équilibre au profit des régions moins denses. Ce qui donne un nombre total de membres du Conseil de la Nation passe de 174 à 177. Les élus (les deux tiers) augmentent de 116 à 118 sièges, tandis que le tiers présidentiel désigné par le chef de l'Etat progresse de 58 à 59 membres. Cette architecture bicamérale ajustée reflète une vision cohérente, explique-t-on. La chambre haute, souvent perçue comme le reflet des territoires, se dote enfin d'une photographie fidèle de la réalité algérienne, tout en conservant une part de nomination garantissant la présence de compétences scientifiques, professionnelles et économiques».

En unissant la dynamique démographique et la stabilité institutionnelle, l'Algérie pose les jalons d'une démocratie plus performante et plus juste» a fait savoir, pour sa part, le président de la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés à l'APN, Abdelkader Toumi.

Il a exprimé en outre sa reconnaissance et sa gratitude au Président de la République «pour ses efforts constants visant à renforcer les institutions de l'État et à consolider les fondements de l'état de droit, grâce à un processus de réforme global fondé sur une vision politique claire visant à consolider la pratique démocratique et à renforcer la légitimité populaire des institutions élues».

K. A.

Le nouveau projet de loi consacre ainsi une parfaite adaptation symétrique entre la réalité administrative du pays et sa représentation institutionnelle au sein des deux chambres du Parlement.

EL MOUDJAHID

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Edité par l'EPE-SPA

EL MOUDJAHID

au capital social de 200.000.000 DA
20, rue de la Liberté, Alger

Président-Directeur Général
Directeur de la publication
Brahim TAKHEROUBTE

DIRECTION GENERALE
Téléphone : 021.73.79.93 - Fax : 021.73.89.80
REDACTION EN CHEF
Téléphone : 021.73.99.31 - Fax : 021.73.90.43
Internet : <http://www.elmoudjahid.dz>
E-mail : elmoudjahid@elmoudjahid.dz

BUREAUX REGIONAUX
ORAN
Maison de la Presse
3, place du 1^{er} Novembre - Tél. : (041) 29.34.94
ANNABA
2, rue Condorcet - Tél. : (038) 45.12.32
BORDJ BOU-ARERIDJ
Ex-siège de la wilaya
Rue Mebarkia-Smail, B.B.A. 34000
Tél/Fax : (035) 68.69.63
SIDI BEL-ABBES
Maison de la presse Amir-Benattou
Immeuble Le Garden, S.B.A.
Tél/Fax : (048) 54.42.42
BEJAJA
Bloc administratif, rue de la Liberté. Tél/Fax : 034.12.97.88

TEZI OUZOU :
Cité Mohamed-Boudiaf (ex-2.000 logements) Bâtiment 3, 1^{er} étage, Nouvelle ville
Tél. - Fax : (026) 21.73.00
MASCARA : Maison de la Presse
Rue Senouci-Habib
Tél. - Fax : (045) 75.27.50
PUBLICITE
POUR VOTRE PUBLICITE, S'ADRESSER A :
l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de
Publicité «ANEP»
Agence ANEP : 01, avenue Pasteur-Alger
Tél. : (020) 05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : (020) 05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
ORAN : 3, rue Mohamed-Khemisti
Tél. : (041) 39.10.34. Fax : (041) 39.19.04 - Télex : 22.320
agence.oran@anep.com.dz
ANNABA : Centre d'affaires El Djouhara, 9 Avenue de l'ALN
Tél. : (038) 43.67.69 ou 72 - Fax : (038) 43.67.67
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Régie publicitaire
EL MOUDJAHID
20, rue de la Liberté, Alger - Tél/Fax : 021.73.56.70
ABONNEMENTS
Pour les souscriptions d'abonnements, achats de journaux ou commandes de photos, s'adresser au service commercial : 20, rue de la Liberté, Alger.
COMPTES BANCAIRES
Agence CPA Che-Guevara - Alger
Compte dinars n° 00 400 102 401 703 860 117
Agence BNA Liberté
- Dinars : 001 00605 0300 004413/14
- Devises : 001 006050310010078/57
Cptes BDL - Agence Port Saïd
- Dinars : 005 001074002478620/28
- Devises : 005001074572478620/30
Edité par l'EPE-SPA
EL MOUDJAHID
Siège social : 20, rue de la Liberté, Alger
IMPRESSION
Edition du Centre : Société d'Impression d'Alger (SIA)
Edition de l'Est : Société d'Impression de l'Est, Constantine
Edition de l'Ouest : Société d'Impression de l'Ouest, Oran

Unité d'Impression de Ouargla (SIA)
Unité d'Impression de Béchar (SIA)
DIFFUSION
Centre : **EL MOUDJAHID**
Tél. : 021.73.94.82
Est : SARL «K.D. P.»
Tél-fax : 044.38.11.39
Mobile : 0550.55.21.27
Ouest : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Béchar : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Ouargla : EURL BENKANGU DIFFUSION
Tel : 029.76.10.88 / Mobile : 0798.51.25.38
France : IPS (International Presse Service)
Tél. 01-46-07-63-90

L'édition du 4 Avril a été tirée à 12.400 exemplaires.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

RELATIONS ENTRE L'ALGÉRIE ET L'EUROPE

LA CONSÉCRATION D'UN PARTENARIAT FIABLE

Face aux recompositions géopolitiques, l'Algérie renforce sa position de partenaire stratégique privilégié de l'Europe.

■ MOKRANE AÏT OUARABI

Alger a accueilli de hauts dirigeants représentant deux nations qui comptent parmi les piliers de l'économie de l'Union européenne. Il s'agit, d'une part, de M^{me} Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres italien, qui a effectué une visite de travail et d'amitié le 25 mars, et, d'autre part, de M. José Manuel Albares Bueno, ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, qui s'est rendu à Alger dès le lendemain. Ces deux visites, survenues dans un contexte international marqué par les incertitudes géopolitiques et les recompositions énergétiques, revêtent un cachet particulier, en ce sens qu'elles reflètent, non seulement la solidité, mais plus encore la constance et la crédibilité du partenariat unissant l'Algérie à ces deux pays du sud de l'Europe. Ce constat ne relève ni du chauvinisme de bas étage ni de la flatterie de mauvais goût. Il s'agit d'un témoignage sincère de responsables de deux puissances économiques européennes qui reconnaissent le poids de l'Algérie dans l'espace euro-méditerranéen, mais aussi en Afrique, et qui savent pertinemment qu'ils ont affaire à un pays qui tient ses engagements en tout temps et en toute circonstance. La fiabilité de l'Algérie comme partenaire va au-delà de l'Espagne et de l'Italie. D'autres pays européens œuvrent, de leur côté, au renforcement de leur coopération multiforme avec l'Algérie. Il s'agit, notamment de la Serbie, dont le Premier ministre, M. Duro Macut, a effectué une visite de travail en Algérie, du 30 mars au 1^{er} avril. Cette première économie des Balkans occidentaux en termes de PIB, qui affiche une croissance soutenue (environ 3,9% en 2024) rare sur le Vieux continent, veut élargir son champ de coopération avec l'Algérie, pour toucher des domaines qui font sa force, tels que les industries mécaniques, le matériel agricole, les industries manufacturières, le transfert de technologies, la numérisation, l'intelligence artificielle, les matériaux de construction et les industries textiles. La tournée faite, la semaine dernière, par le ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, dans trois pays de l'UE, reflète également cette volonté européenne de consolider ses relations avec l'Algérie, puissance régionale et continentale, qui constitue une porte bien ouverte sur le marché africain, et qui s'impose comme un acteur clé dans la sécurité énergétique européenne. Le chef de la diplomatie a enchaîné des visites de travail en Croatie, en Belgique et en Suisse, couronnées par des accords de partenariats, une consolidation de la coopération dans divers domaines et une convergence de vue sur de nombreux dossiers régionaux et internationaux. Ainsi, l'Algérie, comme partenaire énergétique



constant et stable, s'affirme davantage dans ce contexte international où certaines routes maritimes énergétiques névralgiques sont affectées par des guerres et des turbulences géopolitiques. Cette reconnaissance sonne comme une réponse cinglante aux lobbies néocolonialistes, qui reprennent du poil de la bête dans l'espace européen, en général, et en France, en particulier, qui voient aujourd'hui que leurs insistantes tentatives de ternir l'image de l'Algérie à l'international, à travers des campagnes médiatiques mensongères, s'avèrent finalement des coups d'épée dans l'eau. Car, malgré leurs pressions constantes au sein, notamment des instances de l'Union européenne, l'Algérie s'impose plus qu'auparavant comme un partenaire sérieux et fiable pour de nombreux pays européens, qui cherchent des relations mutuellement bénéfiques et une coopération gagnant-gagnant. En effet, forte de sa stabilité, de sa crédibilité diplomatique et de ses ressources stratégiques, l'Algérie consolide des relations bilatérales exemplaires avec plusieurs capitales européennes.

Le meilleur exemple de ces relations est bien évidemment l'Italie et l'Espagne, deux pays avec lesquels l'Algérie est liée par un partenariat énergétique des plus solides, qui a bien résisté à l'épreuve du temps et n'a pas cessé de se renforcer au fil des ans.

En effet, la relation entre l'Algérie et l'Italie s'est hissée au rang de référence, en matière de coopération euro-méditerranéenne. Portée par une volonté politique affirmée au plus haut niveau, elle incarne un modèle abouti de partenariat gagnant-gagnant. La dynamique impulsée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et la présidente du Conseil des ministres italien, M^{me} Giorgia Meloni, a

donné lieu à une intensification sans précédent des échanges. Déjà fournisseur majeur de gaz, l'Algérie s'est affirmée, au cours de ces dernières années, comme un pilier de la sécurité énergétique italienne, dans un contexte de diversification des approvisionnements européens. Mais la coopération algéro-italienne est loin d'être confinée aux hydrocarbures, car elle s'étend désormais à des secteurs d'avenir, tels que les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, l'industrie et les infrastructures.

Les relations entre les deux pays se distinguent également par la densité des échanges politiques et économiques, illustrée par des visites croisées régulières et la signature d'accords d'une portée majeure

pour les deux nations. L'Italie considère l'Algérie comme un partenaire stable et constant. De son côté, l'Algérie trouve en l'Italie un allié stratégique en Europe, capable de porter une vision pragmatique et équilibrée des relations euro-méditerranéennes. Après une période de tensions, les relations entre l'Algérie et l'Espagne connaissent, de leur côté, un net réchauffement, amorçant un retour à la normalité, dicté par des intérêts communs majeurs. Les échanges récents entre Alger et Madrid témoignent d'une volonté partagée de reconstruire une coopération solide, durable et mutuellement bénéfique. L'Espagne, historiquement liée à l'Algérie par des relations énergétiques et commerciales étroites, redécouvre l'importance stratégique de ce partenaire incontournable. Le gaz demeure un facteur clé dans l'équation énergétique espagnole, mais les perspectives de coopération vont bien au-delà, englobant le commerce, l'investissement et la sécurité régionale.

Dans ce contexte, Alger réaffirme sa doctrine constante reposant sur des partenariats fondés sur la réciprocité et le respect des engagements. Une ligne de conduite qui renforce sa crédibilité sur la scène internationale et rassure davantage ses partenaires européens. Il faut dire que l'Algérie, qui a mené d'importantes réformes politiques et économiques au cours de ces dernières années, a su transformer ses atouts multiples en leviers d'influence, en privilégiant une approche fondée sur l'équilibre des intérêts et la vision à long terme. Les relations qu'entretient l'Algérie avec plusieurs pays européens sont un modèle de partenariat qui pourrait aller au-delà des liens bilatéraux pour redéfinir les rapports entre l'Europe et le continent africain.

M. A. O.

LA PUBLICATION AMÉRICAINE FOREIGN POLICY L'AFFIRME : « L'ALGÉRIE EN PHASE DE DEVENIR UNE PUISSANCE DIPLOMATIQUE ET ÉCONOMIQUE »

Foreign Policy, publication américaine spécialisée dans les affaires internationales, a souligné, dans un article paru il y a trois jours, que l'Algérie se positionne comme un acteur stratégique du gaz en Europe et en Afrique de l'Ouest. « Avec la deuxième plus grande réserve de gaz naturel d'Afrique, le pays couvre près de 30 % des besoins annuels en gaz de l'Italie et de l'Espagne via les pipelines TransMed et Medgaz, et négocie une hausse de 15 à 20 % du prix de ses exportations » affirme la publication. « Au-delà de l'énergie, l'Algérie renforce son influence régionale par des partenariats avec la Côte d'Ivoire, le Niger et le Burkina Faso (...). La maîtrise de ses ressources énergétiques devient ainsi un levier de puissance diplomatique et économique, consolidant son rôle sur la scène internationale. »

VISITE DU PAPE EN ALGÉRIE

UN SIGNAL FORT DE RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Dans un contexte marqué par un élan sans précédent de diversification et de consolidation du partenariat multiforme entre l'Algérie et de nombreux pays européens, le Vatican opère les dernières retouches pour une visite historique du Pape Léon XIV en Algérie, prévue du 13 au 15 avril courant. Une visite qui dépasse largement le cadre religieux pour s'inscrire pleinement dans une dynamique géopolitique et diplomatique qui met en lumière le rôle croissant de l'Algérie sur la scène internationale.

La venue du souverain pontife en Algérie constitue en soi un message puissant tant à ce que représente le pays comme espace

de dialogue interreligieux. Cette visite interviendra moins d'une année après celle effectuée, en juillet 2025, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'État du Vatican, pour rencontrer le Pape Léon XIV.

En décembre 2025, le souverain pontife avait émis le souhait de se rendre en Algérie, pour, disait-il, « visiter les lieux de vie de Saint-Augustin, mais aussi pour poursuivre le dialogue et tisser des liens entre les mondes chrétien et musulman ». En février 2026, les autorités de l'État du Vatican avaient annoncé, de manière officielle, la visite du Pape Léon XIV en Algérie. Ce voyage apostolique est ainsi le premier du

genre en Algérie et marquera le troisième voyage à l'étranger du Pape Léon XIV, depuis son intronisation en mai 2025.

La présidence de la République avait salué l'annonce faite par les autorités du Vatican concernant cette visite officielle, sur invitation du président de la République.

Une visite qui « permettra de consolider les liens d'amitié, de confiance et d'entente unissant l'Algérie et l'État du Vatican, et ouvrira, sans nul doute, de nouvelles perspectives de coopération, reflétant leur conviction commune quant à la nécessité de bâtir un monde fondé sur la paix et les valeurs du dialogue et de la justice, face

aux différents défis actuels auxquels l'humanité est confrontée », avait-il précisé la présidence de la République.

Au-delà de sa portée symbolique, cette visite représente un acte diplomatique majeur pour l'Algérie, qui traduit une reconnaissance de sa stabilité, de son rôle de médiateur régional et de sa capacité à dialoguer avec des acteurs globaux. C'est aussi une affirmation du soft power algérien, qui repose sur une valorisation de son héritage historique et spirituel, une diplomatie active et une posture de neutralité et de non-alignement.

M. A. O.

HÔPITAUX, ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET CANTONNEMENTS
DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES

L'ANP SE RÉINVENTE À TRAVERS SES INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES

Lors de la rencontre au Centre militaire d'ingénierie et de développement des infrastructures à Hussein-Dey, le chef de l'État-major de l'ANP a salué la qualité des projets réalisés, allant des hôpitaux et établissements sociaux aux cantonnements des unités opérationnelles, témoignant de l'expertise et de l'engagement des cadres de la DCIM.

■ SID AHMED MERABET

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'État-major de l'Armée nationale populaire relève la contribution du secteur des infrastructures militaires dans la consolidation des capacités et de la disponibilité opérationnelles de l'ANP, tant sur le plan opérationnel, à travers les efforts de réalisation d'infrastructures modernes et de haute qualité, que sur le plan social, par le biais de l'amélioration des conditions de vie des militaires.

S'exprimant lors des travaux de la traditionnelle réunion annuelle des cadres de la Direction centrale des infrastructures militaire, tenue hier, au niveau du Centre militaire d'ingénierie et de développement des infrastructures, à Hussein-Dey (Alger), et suivie par visioconférence par les cadres de la DCMI à travers les six Régions militaires, le général d'Armée Said Chanegriha assure que «grâce aux orientations du président de la République, la Direction centrale des infrastructures militaires a enregistré, ces dernières années, un essor qualitatif à travers les nombreux projets de développement et les grandes infrastructures réalisés,

citant à ce sujet les hôpitaux, les établissements à caractère social, ainsi que des cantonnements au profit des unités opérationnelles, avec une grande qualité qui reflète, selon lui, les efforts consentis et la compétence de la ressource humaine au sein de cette importante direction.

Par la suite, le chef d'État-major de l'ANP a suivi, en présence du général de Corps d'Armée, commandant des Forces terrestres, du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des commandants de Forces, de la Garde républicaine et de la Gendarmerie nationale, ou encore du directeur de Cabinet auprès du MDN et du commandant de la 1^{re} Région militaire, un exposé présenté par le directeur central des infrastructures militaires, sur le bilan des activités inscrites au titre du plan de charge 2025-2026, ainsi qu'un état des lieux des projets d'infrastructure en cours de réalisation au niveau des



Le général d'Armée assure que grâce aux orientations du président de la République, la DCIM a enregistré, ces dernières années, un essor qualitatif.

unités de l'Armée nationale populaire.

A cette occasion, il a suivi des exposés sur les matériels techniques et les projets programmés avant de visiter les différentes infrastructures du Centre.

A noter par ailleurs, qu'après la cérémonie d'accueil, le général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du

moudjahid, le général-major, Ahmed Sanhadji, dont le siège du Centre est baptisé de son nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire.

Considérée comme étant l'un des services névralgiques de l'Armée nationale populaire, la Direction centrale des infrastructures militaires (DCIM) est chargée de la conception, de la réalisation et de la maintenance des infrastructures de l'ANP et joue un rôle crucial dans le développement de casernes, d'hôpitaux militaires et autres projets sociaux. Parmi ses

missions et ses activités, on citera la réalisation de projets d'envergure, y compris des cantonnements pour les unités opérationnelles et des établissements à caractère social, sur l'ensemble des régions militaires et la gestion d'un plan de charge visant à moderniser les infrastructures existantes et à en édifier de nouvelles conformes aux standards de qualité. S'agissant de la gestion technique, la DCMI assure le suivi des projets par le biais du Centre militaire d'ingénierie et de développement des infrastructures d'Hussein-Dey.

SAM

DOCUMENTAIRE DE L'ANP SUR LE NARCOTRAFFIC UNE MENACE TRANSFRONTALIÈRE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

■ NEILA BENRAHAL

L'efficacité des Postes Avancés (PA) des Groupements de gardes-frontières (GGF) et la vigilance des garde-côtes, pour sécuriser les frontières et lutter contre les réseaux de trafic de drogue ont été mises en avant dans le documentaire de la Direction de l'information et de la communication de l'État-major de l'ANP, intitulé *Guerre contre la drogue... L'Algérie au cœur de la bataille*. Dans sa deuxième partie, le documentaire dresse un constat : le trafic de drogue «dépasse le cadre des opérations criminelles pour s'inscrire dans des plans ciblant l'Algérie». Il a mis à nu le mode opératoire des narcotrafiquants au niveau des frontières Ouest, des frontières Sud-Est ainsi que des frontières maritimes. Toutes nos frontières nationales sont ciblées. Pour répondre à cette menace, le Haut commandement de l'ANP a pris des mesures exceptionnelles dont le déploiement de PA, des GGF au niveau des frontières, qui s'avèrent très efficaces permettant de resserrer l'étau sur les réseaux criminels. Le documentaire diffusé dans la soirée du vendredi sur la chaîne de la télévision publique et les plateformes du MDN, a démontré que les frontières maritimes nationales ne sont pas à l'abri de ce crime transfrontalier. Il a révélé des scènes réelles des opérations menées en mer par

les garde-côtes, que les réseaux de trafic de résine de cannabis utilisaient des méthodes selon la quantité et la zone maritime ciblée. Il s'agit entre autres de transport de drogue à bord de vedettes rapides utilisées dans l'émigration clandestine. La drogue est ensuite transbordée sur des conteneurs de navires de marchandises en haute mer pour être acheminée vers les pays européens. «Tous les bateaux peuvent être suspects et font l'objet d'inspection de fouille minutieuse par les garde-côtes», précise-t-on. Il est nécessaire de contrôler les frontières maritimes et les navires de marchandises ainsi que les bateaux de complaisance. Le documentaire a dévoilé également un mode opératoire qui consiste au rattachement des sacs de drogue en une ceinture. Le trafiquant procède à l'évacuation de «cette ceinture» par nage jusqu'aux frontières nationales, profitant de l'obscurité et la difficulté de vision. Il est attendu par un bateau de pêche pour récupérer la cargaison. Plusieurs opérations ont été mises en échec dont l'opération menée par des détachements des garde-côtes d'El Ghazaouet suite à la localisation de deux bateaux suspects. Suite à une poursuite, les trafiquants ont tenté de couler la drogue en mer. Pour répondre à cette menace, le commandement des Forces navales a procédé au renforcement et

l'adaptation de son dispositif de lutte contre le narcotrafic par voie maritime à travers l'intensification des patrouilles en mer jour et nuit, la coordination opérationnelle et la présence permanente avec un haut degré de vigilance. De même pour les frontières terrestres Ouest. Le Haut commandement de l'ANP a pris des mesures exceptionnelles, il s'agit notamment de la mise en place des Postes Avancés des Groupements des gardes-frontières. Des patrouilles mobiles et pédestres sont menées tout le long de la bande frontière. Outre le ratissage des vergers et les champs pour localiser d'éventuelles caches de haschisch marocain. Le documentaire a révélé le recours des réseaux de narcotrafic marocains à l'utilisation des drones ainsi que le recrutement des Hamalas (transporteurs de drogue) vers le territoire national via les frontières Ouest avec la complicité des postes de contrôle du Makhzen. La menace au niveau des frontières Sud-Est consiste au trafic de psychotropes notamment de type Prégabaline «dont la source et la composition sont inconnues». Le Haut commandement de l'ANP a mis en place un dispositif exceptionnel et adapté à ce crime transfrontalier. «Il se repose essentiellement sur le déploiement des unités opérationnelles, l'acquisition des moyens et équipements modernes et la

coordination parfaite entre l'ANP et les différents services de sécurité». Selon le documentaire, les grandes saisies de psychotropes illustrent cet engagement et l'efficacité du dispositif de sécurisation des frontières et lutte contre le narcotrafic. Au niveau des frontières Sud-Est, des PA, des GGF ont été déployés en permanence sur la bande frontalière. La coordination avec les Unités opérationnelles des douanes a été mise en exergue permettant de resserrer l'étau sur les narcotrafiquants. Une coordination qui se poursuit dans les grandes villes par les unités spéciales de la Police et de la Gendarmerie nationale. Le détachement spécial d'intervention (DSI), force de frappe de la GN dans la lutte contre le crime organisé dont le narcotrafic jouit de haute compétence et doté de moyens modernes. La lutte contre le trafic de drogue ne se limite pas au volet opérationnel. L'Algérie a adopté une approche multidisciplinaire alliant lutte, prise en charge et suivi social. C'est dans ce sens, que la prise en charge des détenus toxicomanes est privilégiée. Le documentaire a fait état de l'immensité des frontières d'où la difficulté de les sécuriser totalement mais l'engagement, la prise de conscience des «protecteurs de la patrie» des menaces sont déterminants dans cette guerre.

N. B.

PORTES OUVERTES SUR LE SERVICE NATIONAL DES GARDE-CÔTES LES ÉLITES DE SAUVETAGE À L'ŒUVRE

A l'occasion des portes ouvertes, les Forces navales ont mis en lumière le professionnalisme de leurs unités, notamment dans les missions de recherche et de sauvetage en mer, menées dans des conditions souvent extrêmes.

■ NEÏLA BENRAHAL

Le commandant de la façade maritime du centre relevant de la 1^{re} Région militaire, le général Abdelhakim Aouchiche a mis hier, en exergue le professionnalisme des détachements des Garde-côtes dans le domaine de sauvetage et secours en mer. Lors de la rencontre des membres de l'équipe de l'hélicoptère SAR (hélicoptère de recherche et de sauvetage) à l'occasion des portes ouvertes sur le service national des Garde-côtes au niveau du port d'Alger, le général Aouchiche a lancé à leur adresse : «Nous avons des professionnels». Il a fait savoir à la délégation officielle qui l'accompagnait, que seuls deux pays en Afrique mènent ce type d'opérations de sauvetage en haute mer, très compliquées dans un bâtiment en mouvement dont notre pays. «C'est un gain pour l'Algérie et nous en sommes fiers», se félicite-t-il de dire.

En effet, lors de ces portes ouvertes, nous avons rencontré l'équipage de l'hélicoptère SAR relevant du 560^e Escadron des hélicoptères de recherche et de sauvetage ayant mené des opérations héroïques de sauvetage de citoyens algériens et de ressortissants étrangers en détresse en plein mer dont certains ont été sauvés d'une mort imminente.

Il s'agit entre autres du sauvetage d'un marin français dénommé Nicolas Charpy, de nationalité française et âgé de 60 ans qui avait subi un malaise. «Immédiatement et en coordination avec le Centre régional des opérations de surveillance et de sauvetage en mer d'Alger/1^{re} RM, le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer a déclenché une opération de sauvetage et d'évacuation sanitaire en mer, à travers l'engagement de l'hélicoptère». Une opération très délicate et à haut risque menée avec un grand succès.

Le marin secouru a publié un message émouvant plein de reconnaissance sur son compte officiel. Nicolas Charpy a exprimé sa gratitude aux Forces navales algériennes. Il s'est adressé particulièrement à l'un des sauveteurs plongeurs en l'occurrence le sergent-chef Adel Achour : «À ce sauveteur exceptionnel de la Marine algérienne, suspendu au bout du treuil de ton hélicoptère dont j'ignore même le nom... Malgré



Ph. : B.K

l'entraînement éprouvant auquel vous êtes soumis, je suis aujourd'hui vivant pour témoigner de votre sacrifice et de votre dévouement total...».

Il a ajouté : «Quand mes yeux ont croisé les tiens, j'ai compris que je pouvais abandonner mon bateau, certain que tu ferais tout pour me sauver... Tu as tout mon respect.

Les médailles existent pour des hommes comme toi.» Les marins algériens ont également secouru le chien du marin français présent à l'intérieur du navire. Il a été pris en charge par le vétérinaire du SNGC.

A son grand bonheur, le marin, une fois rétabli, est rentré

sain et sauf avec son chien. Cette opération phare a été menée avec un grand succès par l'équipage dirigé par le commandant de bord, le lieutenant-colonel Abdelkader Ogab, le co-pilote le capitaine Mohamed Moncef Mazi et les plongeurs sauveteurs les sergent-chef Rezik Mabrek et Adel Achour. Ces «héros de l'air» de la marine ont réalisé également vendredi dernier avec succès, une opération d'évacuation sanitaire d'un ressortissant

philippin victime d'une chute à l'intérieur d'un navire. Cet escadron a également mené une opération de sauvetage d'un père et ses deux filles coincés au nord-est du port de Tipasa en juillet dernier, l'une des interventions phares en raison de sa complexité dans des circonstances météorologiques dégradées.

Ils étaient coincés au niveau d'un rocher marin à cause de la mauvaise météo. Une vidéo sur les différentes étapes de l'opération a été largement relayée sur les réseaux sociaux. Elle a démontré les difficultés mais aussi le professionnalisme des pilotes et plongeurs sauveteurs de l'escadron.

La réussite de ces opérations de sauvetage sanitaire aérien de nombreux marins étrangers notamment, démontre le professionnalisme de l'équipage du sauvetage et la maîtrise de la descente par corde et l'évacuation de la victime du navire à bord d'un brancard, vers l'hélicoptère dans des conditions météorologiques dégradées. Sur place, on nous a expliqué que ces interventions s'inscrivent «dans le cadre des missions humanitaires des unités des Garde-côtes du Commandement des Forces na-

vales engagées pour sauver des vies humaines en mer, dans toutes les circonstances et les conditions ».

Un outil de décision en l'occurrence le Centre national des opérations de sauvetage et de surveillance (CNOSS) qui supervise plusieurs missions. «Toutes les opérations sont prises en charge et dirigées par le CNOSS, à savoir les opérations de recherche et de sauvetage maritimes, la surveillance de la navigation maritime, la surveillance des pollutions, la surveillance des pêches maritimes et aussi le remorquage en haute mer», explique le représentant du centre. Le CNOSS dirige en temps réel les opérations de sauvetage maritime.

«Une fois l'alerte donnée, immédiatement, le CNOSS engage des moyens pour assurer une intervention rapide et efficace à savoir le sauvetage des vies humaines et fait le suivi à travers une carte réelle», précise-t-il.

Nous avons également découvert lors de ces portes ouvertes, les marins-pompiers. Selon les informations fournies sur place, le SNGC est doté d'une compagnie des marins-pompiers chargée de mission de lutte anti-incendie. «Cette compagnie mène des opérations d'extinction de feu à bord des navires, au niveau de la base navale. Elle est également chargée de lutte contre la pollution marine outre des missions de secours», explique le représentant de la compagnie. Les marins-pompiers ont

participé aux grandes opérations de secours dans des grandes catastrophes notamment des inondations majeures et séisme. En effet, dans le cadre de la défense nationale et la préservation des vies humaines, cette compagnie spécialisée a été dépêchée à la wilaya de Tizi Ouzou lors des feux de forêts tragiques de 2021.

«Les marins-pompiers ont été formés par des encadreurs et experts de la direction générale de la Protection civile», précise-t-on.

Outre les vedettes de sauvetage, une vedette de type patrouilleur a été exposée. Baptisée au nom de Akrab, elle sillonne la zone dans le cadre de la sécurisation du littoral, la surveillance maritime et la lutte contre les activités illicites. En face, des fusiliers marins, lourdement armés veillent sur la sécurité de nos eaux.

Les Forces navales sont également dotées de troupes spéciales. «Ce sont des troupes marines en action jour et nuit, la force de frappe des Forces navales», précise-t-on.

Des portes ouvertes sont organisées par le commandement des Forces navales au niveau des Groupements territoriaux de Gardes-côtes à Alger, Oran et Annaba «en exécution du plan de communication de l'ANP pour l'année 2025/2026 et dans le cadre de la consolidation des liens entre l'ANP et différentes tranches de la société à travers tout le territoire national». Selon le chef de service de communication au commandement des Forces navales, le commandant Abdelkarim-Tabache, «cette manifestation a pour but de permettre au public de connaître les différents rôles vitaux et missions opérationnelles assurées par les Forces navales pour la préservation de la souveraineté nationale en mer et connaître ses spécificités techniques et opérationnelles et les modes d'action et de lutte contre les dangers de la mer et le sauvetage des vies humaines en toutes circonstances».

Les portes ouvertes à Alger ont enregistré en ce premier jour, une grande affluence des familles accompagnées de leurs enfants. «Nous avons prévu une sortie aux Sablettes mais Racim a insisté sur la visite de ces portes ouvertes pour découvrir les marins de l'ANP», a confié la maman d'un enfant de 8 ans.

N. B.

SERVICE NATIONAL DES GARDE-CÔTES D'ANNABA GRANDE AFFLUENCE DU PUBLIC



Des portes ouvertes sur le service national des gardes-côtes chahid Aouari-Mahfoud, ont été organisées, hier, au Groupement territorial des garde-côtes chahid Brari Khemiss d'Annaba. Coïncidant avec le 53^e anniversaire de la création du service national des gardes-côtes, la cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été présidée par le commandant de la Façade maritime Est. Intervenant à cette occasion, le président du bureau de l'information et de la communication au niveau du commandement de la Façade mari-

time Est relevant de la 5^e Région militaire a indiqué que ces portes ouvertes s'inscrivent dans le cadre d'une série d'activités de communication de l'Armée nationale populaire pour la présentation des différentes structures et unités. «La manifestation vise à consolider le rapport Armée-Nation permettra au public, deux jours durant, de découvrir de près les différentes unités navales et aériennes du SNGC ainsi que les diverses activités dans le cadre du service public», a-t-il souligné. La première journée a connu un engouement des citoyens,

des familles accompagnées de leurs progénitures et des éléments des scouts musulmans vers les différents pavillons de l'exposition qui a présenté les unités de ce service, les équipements et le matériel utilisé dans ses activités et missions quotidiennes. Des explications liées à la surveillance permanente de l'espace maritime national et la préservation des vies humaines en mer, notamment, ont été fournies aux visiteurs par les cadres des Forces navales.

B. G.

DEUXIÈME ÉDITION DU BUILDERS CONFLUENCE À ALGER

OUADAH PLAIDE POUR UN NOUVEAU MODÈLE ÉNERGÉTIQUE DANS LE BÂTIMENT

Le rôle stratégique de l'innovation, des start-up et des micro-entreprises dans la transformation du secteur du bâtiment et la transition énergétique du pays souligné.

■ SAMIA BOUHLALIB

En marge de la deuxième édition du Builders Confluence, qui s'est ouverte hier à l'ESHRA d'Aïn Bénian, à Alger, et se poursuivra jusqu'au 6 avril 2026, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a mis en avant la place stratégique de l'innovation dans la transformation du secteur du bâtiment, appelant à «l'émergence d'un nouveau modèle fondé sur la maîtrise technologique et l'efficacité énergétique».

Dans une allocution prononcée devant un parterre d'experts, d'architectes et de professionnels du secteur, le ministre a souligné «sa fierté de participer à cette deuxième édition dédiée au bâtiment», saluant une initiative qui permet, selon lui, «d'écouter les experts, de bénéficier de leurs expériences et de réfléchir ensemble à leur contribution à l'édification du pays». Revenant sur les mutations globales, Noureddine Ouadah a insisté sur l'ampleur des défis actuels, notamment en matière énergétique.

«Aujourd'hui, nous faisons face à de grands défis à l'échelle mondiale, en particulier dans le domaine de l'énergie. L'Algérie a besoin d'un nouveau modèle de consommation énergétique dans le bâtiment et, plus largement, dans notre vie quotidienne», a-t-il affirmé.

Dans ce contexte, le ministre a mis en exergue le rôle croissant des start-up et des micro-entreprises algériennes, qu'il considère comme des leviers essentiels pour accompagner cette transition. «Les start-up et les micro-entreprises disposent aujourd'hui



des capacités, des technologies et du savoir-faire nécessaires pour accompagner les efforts de l'État vers ce nouveau modèle», a-t-il déclaré, mettant en avant une dynamique nationale fondée sur l'innovation.

Le membre du gouvernement a également salué la convergence entre différents domaines au sein de ce forum, où «l'innovation rencontre le bâtiment, l'ingénierie et les nouveaux matériaux de construction», soulignant la montée en puissance d'un écosystème entrepreneurial porté par la jeunesse et

les compétences locales. Évoquant l'essor des micro-entreprises, notamment issues des dispositifs publics d'appui, il a exprimé «une fierté particulière de voir des structures, parfois nées de mécanismes d'accompagnement, évoluer pour devenir des acteurs capables de contribuer à des événements de cette envergure».

Il a également mis en avant le rôle du statut d'auto-entrepreneur, qui permet aujourd'hui à «des dizaines de milliers d'experts et de jeunes d'exercer individuel-

lement et de participer activement à la construction de cette nouvelle économie». Le ministre a souligné le rôle central des micro-entreprises, qui ont démontré une maîtrise élevée des technologies et sont devenues de véritables facilitateurs techniques de l'État dans le cadre de la grande transformation énergétique du pays. Grâce à l'innovation locale, ces structures développent des solutions intelligentes visant à «réduire le gaspillage énergétique et à promouvoir l'utilisation des énergies alternatives».

Il a également salué la progression remarquable des micro-entreprises soutenues par des dispositifs étatiques, tels que NESDA et le microcrédit, les qualifiant de «piliers de l'économie nationale». Le passage de ces projets à de véritables institutions capables d'accompagner de grandes opérations économiques illustre, selon lui, le «succès de la stratégie nationale de soutien à la jeunesse».

Enfin, le ministre a mis en avant le rôle croissant des entrepreneurs individuels, avec des dizaines de milliers de jeunes et d'experts innovants, qui contribuent activement à la construction d'une Algérie nouvelle, fondée sur la connaissance, la technologie et l'innovation durable.

Ces acteurs, en apportant leur expertise individuelle, participent à la consolidation d'un écosystème entrepreneurial moderne et performant. Placé sous le haut patronage du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, cette deuxième édition du Builders Confluence se veut un espace d'échanges autour des grandes mutations du secteur.

S. B.

CAHIERS DES CHARGES APPEL À EN FINIR AVEC LE «COPIER-COLLER»

Lors des débats, la question a été posée : «Comment intégrer les solutions innovantes dès la conception et les inscrire efficacement dans les cahiers des charges ?» En réponse, le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a insisté sur la nécessité de rompre avec les pratiques anciennes : «Nous devons agir dès maintenant. Mais ce ne sera pas en copiant-collant les anciens cahiers de charges ; persister dans notre zone de confort ne donnera aucun résultat», a-t-il précisé.

S. B.

PARLEMENT AU SERVICE DE L'INNOVATION

«S'il m'est donné de participer à cette deuxième édition du Forum, ce n'est pas seulement à titre protocolaire, mais pour montrer l'intérêt réel que notre institution parlementaire porte à ce type d'initiatives porteuses de sens et ouvertes à l'innovation et à la concertation stratégique», a indiqué Omar Terbag, député et président de la

commission des finances et architecte à l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a ajouté, à ce propos, que le Parlement valorise «toute initiative susceptible d'enrichir et de renforcer la réflexion collective sur les profondes transformations que connaît notre monde contemporain».

S. B.

INNOVATION ET SMART CITIES VERS UNE GESTION DURABLE ET INTELLIGENTE

Le Forum des pionniers du bâtiment a réuni des experts, responsables et entrepreneurs autour des défis contemporains de la construction, de l'énergie, de l'eau et de la transformation numérique des villes. À travers des interventions fortes, le message est clair : l'Algérie dispose d'un potentiel technologique et humain capa-

ble de transformer durablement ses infrastructures et ses services publics.

Les participants ont insisté sur l'importance, pour les industriels, d'investir dans les écosystèmes du bâtiment, afin de permettre aux solutions locales de passer à grande échelle et de renforcer l'innovation durable.

S. B.

ÉCOLE MESSLEM À GUENZET UNE SOLUTION SMART CITY DÉPLOYÉE

En marge du Forum, BenmesbahAbdelmou-nem, ingénieur et concepteur de solutions Smart City, a présenté une technologie entièrement algérienne, déployée à Guenzet, dans la wilaya de Sétif. Cette solution permet de «superviser et de contrôler à distance l'ensemble des équipements techniques, avec pour objectif d'optimiser la consommation d'énergie, en gaz et en électricité», a-t-il indiqué. «Guenzet, un petit village, a été choisi comme site pilote pour tester et déployer la solution, avant une généralisation éventuelle», a expliqué l'ingénieur. La solution repose sur la consolidation des systèmes, offrant un contrôle global à distance et permettant ainsi des économies d'énergie significatives à grande échelle, a-t-il ajouté. Pour sa part, Menahd Ouchenir, consultant en transformation numérique des villes et des pays, (France) a estimé : «La transformation numérique des villes doit s'appuyer sur des solutions locales et pérennes.» Lors de son intervention, en marge du Forum sur l'innovation et les villes intelligentes, il a insisté sur l'importance d'une approche globale et stratégique pour les territoires : «Avant de parler de services, il faut considérer ce qu'on peut réellement faire sur un territoire», a-t-il souligné, en citant l'eau, la santé publique et l'énergie comme éléments essentiels de sécurité et de pérennité de la vie urbaine. Selon lui, les bâtiments

publics, en particulier, représentent un patrimoine physique et politique, qui doit être conçu pour durer et non pour être jetable. Pour Ouchenir, la numérisation et l'exploitation des données constituent un levier clé : «Le grand intérêt d'avoir une vue consolidée sur les projets, c'est de pouvoir capter la donnée, la partager et l'utiliser pour piloter et décider efficacement.» Il a insisté sur la nécessité d'une gestion prévisionnelle, permettant d'anticiper maintenance, embellissement et adaptation aux contraintes climatiques, comme les vagues de chaleur ou les risques environnementaux. Pour sa part, M^{me} Bendib Houda, architecte (France), a souligné que les data centers, souvent perçus comme de simples infrastructures techniques, sont devenues essentielles au fonctionnement des territoires. Ils hébergent des serveurs capables de réaliser des calculs massifs, indispensables aux usages numériques, à la recherche scientifique et aux activités économiques. Selon elle, il est crucial de les intégrer pleinement dans l'urbanisme et l'architecture, en les concevant comme des projets durables et sécurisés, capables de s'adapter aux contraintes environnementales et climatiques. L'architecte a également insisté sur le rôle des data centers dans la création d'emplois et le développement local.

S. B.

L'EAU INTELLIGENTE AU SERVICE DU BÂTI

De son côté, Ramzi Bouzerda, architecte (Suisse), a abordé le thème «L'eau intelligente au service du bâti», soulignant que la plupart des bâtiments actuels sont de véritables passoires énergétiques et hydriques, entraînant des pertes importantes d'eau et d'énergie. «Dans un bâtiment mal conçu, jusqu'à 40% de l'eau transportée peut se perdre», a-t-il précisé. Dans cette dynamique, «renforcer l'écosystème entrepreneurial en Algérie : le rôle

structurant de l'AAPI», une communication présentée par Houamdia Kamelia, représentante de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a mis en lumière les mécanismes d'accompagnement des porteurs de projets, la simplification des procédures, via le guichet unique, ainsi que les incitations mises en place pour encourager l'investissement.

S. B.

LES CAMPUS DEVIENNENT DES PÉPINIÈRES DE START-UP

L'UNIVERSITÉ À L'HEURE DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

«Un diplôme, une start-up» a transformé le paysage académique en érigeant l'innovation au rang de critère d'excellence. Aujourd'hui, le projet de fin d'études à l'université ne finit plus systématiquement dans les archives poussiéreuses d'une bibliothèque, mais devient le business plan d'une future entité économique.

■ TAHAR KAIDI

Ce n'est plus une simple tendance, mais une mutation profonde qui s'opère dans les amphithéâtres et les laboratoires de l'université. Pendant longtemps, l'université algérienne a été perçue comme "un sanctuaire de la théorie, déconnecté des réalités" du marché. Cependant, un changement de paradigme sans précédent s'opère ses dernières années. Des amphithéâtres d'Alger aux laboratoires de Constantine, d'Oran, d'Ouargla l'heure n'est plus seulement à la quête du diplôme, mais à la conquête du marché. Ce virage vers l'entrepreneuriat universitaire, soutenu par des réformes structurelles, redessine les contours d'une économie nationale en quête de diversification. Ainsi, en 2024 et 2025, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a validé le financement d'une dizaine de projets entrepreneuriaux portés par des étudiants.

Le catalyseur de cette métamorphose est bien l'arrêté 1275. Ce dispositif « un diplôme, une start-up » a transformé le paysage académique en érigeant l'innovation au rang de critère d'excellence. Aujourd'hui, le projet de fin d'études à l'université ne finit plus systématiquement dans les archives poussiéreuses d'une bibliothèque, mais devient le business plan d'une future entité économique.

Cette dynamique est portée par des programmes performants où des étudiants, hier encore simples apprenants, gèrent désormais des prototypes de solutions biotechnologiques ou des algorithmes d'intelligence artificielle appliqués à l'agriculture saharienne, entre autres. Pour encadrer cette dynamique, l'Algérie a misé sur la structuration.

On recense officiellement 36 incubateurs universitaires disséminés sur le territoire, de l'ENSM Incubator à Alger jusqu'aux structures à Ghardaïa ou Tébessa. Les autorités publiques ont également déployé un réseau de 84 centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) au sein des facultés. Ces espaces, offrent un accompagnement administratif, une formation au business model et un appui juridique. Ainsi, l'université algérienne ne veut plus être perçue comme une simple "usine à diplômés", mais comme un vivier de solutions face à la diversification économique.



À Mascara, l'université Mustapha-Stambouli se distingue avec une dizaine de projets agréés, principalement dans l'agroalimentaire et l'agriculture, tandis que Béjaïa, El Oued et Tipasa suivent le mouvement avec des initiatives dans la santé, les services ou le textile. Un autre véritable tournant est aussi institutionnel. En janvier dernier, le ministère de l'Economie de la connaissance a organisé une cérémonie officielle pour distinguer les cinq meilleurs incubateurs nationaux.

Une reconnaissance qui vise à créer une émulation vertueuse. L'objectif est de sortir de la logique de guichet pour entrer dans une logique de performance. Les lauréats de ce palmarès ne sont pas seulement jugés sur le nombre de projets hébergés, mais sur leur capacité à transformer une idée en entreprise viable. Cette stratégie est soutenue par des partenaires internationaux.

Le PNUD, par exemple, œuvre actuellement au renforcement des capacités de ces structures, en formant les gestionnaires d'incubateurs et en sensibilisant les institutions financières à la spécificité des projets innovants. C'est vrai que derrière cette effervescence se cache une réalité plus contrastée. Si l'État injecte des fonds via le mécanisme de l'Algerian Start-up Fund et le programme "Algeria Disrupt", la pérennité de ces micro-entreprises reste un défi. De l'avis des spécialistes, l'enjeu n'est plus seulement

de créer, mais de durer dans un marché souvent verrouillé par des circuits de distribution traditionnels. Néanmoins, cette mutation ne laisse pas le secteur économique et industriel indifférent. Longtemps restées dans une logique d'importation de solutions clés en main, les entreprises économiques algériennes, qu'elles soient publiques ou privées, se tournent désormais vers les universités. On assiste à l'émergence d'une "Open Innovation" à l'algérienne. Pour ces entreprises, le gain est double. Elles accèdent à une matière grise de haut niveau à un coût compétitif, tout en sécurisant un vivier de talents déjà opérationnels et imprégnés de la culture de l'entreprise. Les collaborations se matérialisent également, par la création de laboratoires mixtes et des défis technologiques lancés aux étudiants. Ces mécanismes de transfert de connaissances agissent comme un puissant levier de modernisation pour l'industrie nationale. Il ne s'agit plus de simples stages de fin d'études, mais de véritables partenariats stratégiques où l'université devient le département R&D externalisé de la PME locale.

Ce mouvement crée une synergie vertueuse. D'un côté, l'université affine ses programmes en fonction des besoins réels du marché, tandis que l'industrie gagne en souveraineté technologique.

T. K.

VALORISATION ET GESTION DES DÉCHETS

UNE FORMATION AU PROFIT DES GESTIONNAIRES

■ ZINE EDDINE GHARBI

Dans le cadre de la stratégie nationale de planification, de tri et de valorisation des déchets, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a donné, hier au parc urbain d'Oued Smar (Alger), le coup d'envoi officiel des travaux de la première rencontre nationale de formation au profit des directeurs et gestionnaires des centres d'enfouissement technique (CET) de différentes régions du pays, consacré aux mécanismes de mise en œuvre des dispositions de la loi n° 25-02 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets. Cette démarche vise à structurer la gestion des déchets en Algérie, notamment via le Plan national de gestion des déchets spéciaux (PNAGDES). S'exprimant, à cette occasion, Kaouter Krikou a souligné l'importance de cette rencontre, rappelant que ce programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à limiter les impacts environnementaux et sanitaires des déchets tout en modernisant leurs modes de gestion. "Cette rencontre nationale vise à moderniser la gestion des centres d'enfouissement technique (CET) en Algérie, conformément à la loi 25-02 (modifiant la loi 01-19).

Dans laquelle, l'objectif est de passer d'un stockage linéaire à une valorisation intégrée des déchets, en renforçant "la conformité réglementaire et l'efficacité opérationnelle", a-t-elle précisé. Dans cette optique, la première responsable du secteur a fait savoir que son département s'apprête à franchir un palier décisif dans la modernisation de ses infrastructures, et ce, à travers le projet de plate-forme numérique qui est actuellement en cours de déploiement, fruit d'une collaboration étroite entre le ministère de l'Environnement et le Haut-Commissariat à la Numérisation. "Cette cartographie numérique nationale permettra de recenser l'ensemble des infrastructures de gestion des déchets à travers le pays, ainsi qu'elle donnera une interconnexion directe entre l'administration centrale et les différentes institutions locales, ce qui permettra le suivi en temps réel du fonctionnement des installations et de l'état d'avancement des opérations. L'objectif principal est d'assurer un suivi rigoureux et "au plus près de la situation sur le terrain", a-t-elle expliqué.

Dans ce contexte, la ministre a mis en lumière ce projet ambitieux qui marquera une volonté claire de concrétiser la transition digitale au service de l'écologie.

Z. G.

IMMATRICULATION DES VÉHICULES

PASSAGE AU TOUT-NUMÉRIQUE DÈS AUJOURD'HUI

■ MOHAMED MENDACI

En application des directives du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, les services municipaux entament, dès ce dimanche 5 avril 2026, la troisième phase de généralisation du système informatique national de l'immatriculation des véhicules. Cette mutation technologique marque la fin définitive des procédures manuelles et locales au profit d'une plate-forme centralisée, garantissant une meilleure sécurisation des données et une fluidité accrue du service public. Concrètement, cette réforme se traduit par l'arrêt immédiat des anciennes applications locales de traitement des dossiers. Désormais, le nouveau système informa-

tique s'impose comme l'unique vecteur de gestion pour l'ensemble des transactions. La transformation la plus notable concerne la procédure de légalisation des contrats de vente de véhicules : cette opération, autrefois dispersée, est désormais intégralement transférée aux services de l'immatriculation. Cette centralisation vise à harmoniser les pratiques administratives et à renforcer le contrôle sur les transactions de véhicules, qu'ils soient neufs ou d'occasion, locaux ou importés. Dans le même sillage, la procédure de « radiation » de la carte grise, une étape importante lors du transfert de propriété, fait l'objet d'un basculement technologique. Alors qu'elle relevait historiquement des bureaux de l'état civil, cette for-



malité est dorénavant réservée exclusivement aux bureaux d'immatriculation. Pour mener à bien ces démarches, les usagers doivent se conformer à une exigence de transparence accrue. Le dossier

administratif doit désormais inclure, outre la copie de la carte grise à radier, la copie de la carte nationale d'identité biométrique des deux parties, un justificatif de résidence, ainsi que deux photos

d'identité pour le vendeur et l'acheteur. L'obligation de présenter la carte d'identité biométrique lors de la transaction constitue un levier supplémentaire pour sécuriser le marché de l'automobile contre d'éventuelles irrégularités.

En intégrant le traitement de tous les véhicules en circulation via la « nouvelle plate-forme », les autorités visent une traçabilité parfaite du parc roulant national.

Cette modernisation s'inscrit dans la stratégie globale de l'État visant à dématérialiser l'administration et à simplifier le parcours de l'usager.

Pour les citoyens, ce saut vers le tout-numérique promet une réduction drastique des délais de traitement.

M. M.

LIGNE ALGER / EL MENÉA

DEUX VOLS BOEING 737 EN RENFORT

Plus de six ans après la suppression des avions gros porteurs commerciaux (Boeing et Airbus) vers et au départ d'El Menéa, un avion de type Boeing 737 de la compagnie nationale Air Algérie, d'une capacité de 148 places, a atterri, vendredi après-midi, sur le tarmac de l'aéroport d'El Menéa.

■ De notre correspondant : LAKHDAR KACHEMAD



L'évènement étant d'une telle importance pour cette jeune wilaya, créée en 2019 et élevée en 2021 au rang de wilaya à part entière, que l'atterrissage et l'accueil sur le tarmac de l'aéroport d'El Menéa a été rehaussé par la présence de Mokhtar Benmalek, le wali d'El Menéa, entouré du P/APW, Moâd Djebrit, du directeur du transport, Hocine Bouchama, du chef de sûreté de wilaya d'El Menéa et du député Abdelhamid Belkhal. Alignés en haie d'honneur, tel un comité d'accueil, ils ont souhaité la bienvenue aux 148 voyageurs de ce premier vol en avion gros porteur mais aussi et surtout à l'équipage et au commandant de l'aéronef. Un responsable du bureau Air Algérie d'El Menéa précise à ce propos : «En sus des sept vols commerciaux hebdomadaires, en provenance et à destination d'Alger, de Constantine et de Tamanrasset en avion ATR 72, d'une capacité de 66 places et d'un avion de Type Bombardier de la compagnie nationale, exploitant uniquement l'intérieur du pays, El Menéa vient de bénéficier de deux vols supplémentaires par semaine, en avion gros porteurs de type Boeing 737, d'une capacité de 148 places. Le premier avec

plet sans aucun siège vide, a atterri ce vendredi sur la piste principale de l'aéroport d'El Menéa.» Invités à nous dévoiler le programme complet des vols hebdomadaires, celui-ci nous les a ainsi détaillés : «Avec ses deux nouveaux vols en Boeing 737, la ligne Alger /El Menéa/Alger est ainsi desservie sept fois par semaine, dont deux vols le vendredi, un assuré par un Boeing 737 et un par ATR 72, deux vols dimanche, un assuré par ATR 72 et un par un avion de Type Bombardier de la compagnie nationale «Domestic», un vol lundi assuré par un Boeing 737, un vol pour mardi et jeudi par avion ATR 72. Les deux derniers vols hebdomadaires assurés par l'aéroport d'El Menéa, tous deux en avions ATR 72, concernent celui de Constantine, programmé vendredi et celui de Tamanrasset programmé samedi.» Selon un élu d'El Menéa, joint aussi par téléphone, «c'est vraiment un acquis important pour notre wilaya de bénéficier de ces deux vols/semaine en provenance et vers la capitale en avions gros porteur de type Boeing 737, mais il reste quand même à revoir d'un côté les horaires, notamment pour celui de Constantine programmé à 2 heures du matin et d'un autre côté le nombre de vols qui res-

tent insuffisant pour des destinations à forte demande, telle Tamanrasset. Cette dernière ligne (El Menéa /Tamanrasset) ne bénéficie que d'un seul vol/semaine, le samedi à 17h40 mn, toujours complet à l'aller comme au retour, alors que la demande est très forte. Revoir à la hausse le nombre de navettes sur cette ligne serait bénéfique tant pour les passagers que pour nos compagnies aériennes». Un grand exploitant agricole, originaire d'une wilaya du nord du pays, ayant investi dans l'agriculture dans cette région à forte vocation céréalière, a tenu pour sa part à rappeler le professionnalisme des éléments de l'escale Air Algérie d'El Menéa : «J'étais dans l'avion retour sur Alger à bord du premier avion Boeing 737 qui était arrivé sur place en fin d'après-midi. Décollage prévu à 18h15. Il a pris son envol à l'heure prévue sans aucun retard. Complet avec ses 148 clients, l'embarquement des passagers et des bagages en soute n'a pas dépassé les 50 minutes. C'est un bon point pour notre compagnie nationale et surtout pour le personnel de cette compagnie à l'aéroport d'El Menéa.»

L. K.

DÉVELOPPEMENT
DES INFRASTRUCTURES

UNE DYNAMIQUE NOUVELLE POUR LE MAILLAGE NATIONAL

■ MOHAMED MENDACI

Le secteur des infrastructures de base en Algérie entame une phase de mobilisation accrue. Hier, samedi, au siège de son ministère à Alger, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion de coordination stratégique visant à instaurer un suivi rigoureux des grands chantiers nationaux. Cette session de travail, tenue en présence des cadres centraux du ministère, a permis d'ausculter l'état d'avancement des projets en cours de réalisation et de planifier les futursancements programmés à travers le territoire national.

L'objectif affiché est clair : maintenir une cadence soutenue pour répondre aux impératifs de développement économique du pays. Au cœur des discussions, la modernisation et l'entretien du réseau routier et autoroutier ont occupé une place prépondérante, ces axes étant le pivot de la mobilité des biens et des personnes.

Le ministre a insisté sur la nécessité d'une gestion proactive des délais et de la qualité des ouvrages, soulignant que chaque projet doit répondre aux standards techniques les plus exigeants. Cette réunion ne constitue qu'un prélude à une série d'actions de terrain. M. Djellaoui a en effet annoncé une tournée d'inspection imminente dans plusieurs wilayas. Ces visites directes sur les chantiers permettront au premier responsable du secteur de prendre le pouls des réalités opérationnelles, d'identifier les éventuels points de blocage et d'arbitrer les décisions nécessaires pour garantir le respect des calendriers de livraison. Pour le ministère, cette démarche de proximité est essentielle pour assurer une coordination optimale entre les services centraux et les directions locales.

Par ailleurs, cette dynamique de suivi sera pérennisée grâce à la mise en place de réunions périodiques avec les directeurs des Travaux publics de wilaya. Ces échanges, qui seront notamment facilités par la visioconférence dans les jours à venir, permettront un pilotage en temps réel des projets.

Cette approche technologique vise à renforcer la supervision, à garantir la transparence des processus et, surtout, à accélérer le rythme de réalisation pour que les infrastructures soient livrées dans les délais impartis.

À travers ces directives, le ministère des Travaux publics réaffirme son engagement à consolider le maillage infrastructurel du pays. En harmonisant les méthodes de gestion et en intensifiant la présence sur le terrain, le département de M. Djellaoui s'inscrit dans une démarche de performance et de réactivité. Ce déploiement opérationnel témoigne de la volonté de l'État de faire des infrastructures de base un levier puissant et durable pour l'essor économique de l'Algérie, garantissant ainsi un désenclavement efficace et une connectivité optimale pour toutes les régions.

M. M.

AGRICULTURE

CAP SUR L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, hier, à Sidi Bel-Abbès, l'importance d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines, pour augmenter la production des cultures agricoles. Le ministre a mis en avant, lors de sa supervision du lancement d'une session de formation destinée aux conducteurs de moissonneuses-batteuses, ainsi qu'aux techniciens et aux cadres de

l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, la nécessité d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines à travers une formation de qualité. «Cela contribuera à améliorer la productivité en passant de 15 quintaux par hectare pour les céréales à 30 quintaux par hectare», a-t-il déclaré. Cette session de formation, organisée à la salle de

conférences de l'Université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, concerne 124 professionnels et est encadrée par des spécialistes de l'Entreprise nationale de production de matériels de récolte (SAMPO). Les participants suivront, pendant trois jours, des cours théoriques pour approfondir leurs connaissances sur les techniques et la conduite des engins de récolte, ainsi qu'une formation pratique au sein de cette même entreprise. La visite du ministre, accompagné

du wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, se poursuivra par l'inspection du Centre d'excellence algéro-italien pour l'innovation agricole, relevant de l'Entreprise nationale de production de moissonneuses-batteuses et une entreprise de production de matériels agricoles, a-t-on indiqué. Le ministre présidera également une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et suivra un exposé sur le bilan des activités des périmètres agricoles dans la région.

DES DÉCHETS AUX RESSOURCES INESTIMABLES

LES TRÉSORS DES GRIGNONS ET MARGINES D'OLIVE

Longtemps perçus comme un problème environnemental, les déchets de l'oléiculture recèlent un potentiel économique et agricole important. Grignons et margines peuvent être valorisés pour enrichir les sols, nourrir le bétail et produire de l'énergie.

■ AMAR FEDJKHI

Chaque année, à la période de récolte, "l'industrie oléicole génère d'importantes quantités de grignons et de margines, résidus du pressage des olives. Une partie de ces sous-produits se retrouve encore dans la nature, impactant à la fois les sols par leur acidité et leur charge organique, et asphyxiant la flore aquatique en surface des eaux, alors que d'autres sont valorisés partiellement comme combustible. Dans plusieurs communes du pays, des filets noirs s'écoulent des conduites et se mêlent aux fleuves, affectant la faune aquatique et la qualité de l'eau utilisée pour l'irrigation des cultures.

Certains camions transportant ces résidus empruntent des pistes discrètes pour les déposer, tandis que d'autres sont valorisés partiellement comme combustible. Pourtant, "ces dépôts modifient la structure des sols, génèrent des odeurs et influencent la microfaune et la microflore", ne cessent d'alerter des agronomes qui soulignent la nécessité de valoriser ces sous-produits.

"Les huileries sont dans l'obligation de disposer de bassins de décantation pour traiter les margines", a rappelé un agronome. Néanmoins, lorsque les volumes sont importants, les effluents continuent de se retrouver dans l'environnement. Les margines, acides et riches en sels minéraux, nécessitent un traitement spécifique, et les grignons, très in-



flammables, doivent être manipulés avec précaution en période de sécheresse.

Ces sous-produits présentent pourtant un potentiel significatif. Les grignons peuvent être transformés en compost pour enrichir le sol et améliorer la fertilité des cultures, tandis que la margine, traitée, sert d'engrais liquide.

Les grignons peuvent également être utilisés pour l'alimentation animale, notamment sous forme d'ensilage pour les ruminants, et mélangés à d'autres matières

pour améliorer la qualité du lait et de la viande, souligne Mohand Salah Hamlaoui, ingénieur agronome diplômé de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier. Sur le plan énergétique, les grignons peuvent être convertis en briquettes ou granulés pour le chauffage domestique et industriel.

Plus innovant encore, l'huile extraite des grignons peut être transformée en biodiesel, un biocarburant renouvelable. Ces pratiques montrent qu'avec des infrastructures adap-

tées et un accompagnement des producteurs, grignons et margines peuvent devenir une ressource agricole et énergétique, réduisant surtout l'impact sur l'environnement et générant de nouvelles opportunités économiques. La collecte organisée, le compostage, l'alimentation animale et la production de biocarburants offrent ainsi des solutions concrètes pour valoriser ces sous-produits et renforcer la durabilité de l'industrie oléicole à travers le pays.

A. F.

MOHAND SALAH HAMLAOUI, INGÉNIEUR PRINCIPAL EN AGRONOMIE À EL MOUDJAHID :

«CE QUE VALENT LES SOUS-PRODUITS DE L'OLÉICULTURE»

■ Entretien réalisé par : AMAR FEDJKHI

El Moudjahid : *Quelles méthodes permettent de transformer les grignons et la margine en engrais ou amendements agricoles efficaces ?*

Mohand Salah Hamlaoui : La transformation des grignons et des margines d'olives en engrais ou en amendements agricoles efficaces repose principalement sur le compostage et l'épandage. Le compostage des grignons d'olives (résidus de pulpe, peau et noyaux), transforme ce sous-produit oléicole en un amendement organique riche, notamment en potassium, bénéfique pour la structure des sols. Il nécessite un mélange avec des déchets végétaux ou de la paille et un apport d'azote avec du fumier de volaille ou de l'azote sous forme liquide pour favoriser l'activité microbienne et accélérer la décomposition des grignons riches en lignine. C'est au bout de 4 à 6 mois qu'on obtient un composte mûr prêt à l'emploi. Cet amendement organique améliore la structure du sol et est idéal à épandre en automne ou au printemps sur les cultures d'oliviers et de céréales. Quant aux margines, ces effluents liquides riches en matières organiques (polyphénols, lipides, protéines) et en sels minéraux (potasse, sodium et magnésium) sont stockés dans de grands bassins de rétention maçonnés, durant toute la période de trituration. Ensuite, utilisés soit par irrigation gravitaire pour les propriétaires de huileries disposant d'oliveraies à proximité de l'exploitation, soit par transport à l'aide de citernes pour être épandues sur les oliviers comme engrais organiques. Cependant, il faut éviter leur utilisation sur les cultures à bulbes telles que la pomme de terre, la carotte etc., car elles peuvent altérer la saveur de ces légumes.

Existe-t-il des procédés pour convertir les grignons en alimentation animale ou en biocombustibles et quels obstacles freinent leur adoption ?

Il existe des procédés éprouvés pour valoriser les grignons d'olives aussi bien en alimentation animale qu'en biocombustibles. Dans l'élevage, les grignons peuvent être utilisés sous forme d'ensilage pour l'alimentation des ruminants, notamment les ovins, les caprins et les camélidés.



Riches en fibres et en composés phénoliques, ils sont souvent mélangés à d'autres matières comme le son, le cactus ou la mélasse, ce qui en fait un aliment énergétique contribuant à l'amélioration de la qualité du lait et de la viande. Les grignons sont également valorisés comme source d'énergie. Utilisés traditionnellement comme combustible dans les régions oléicoles et dans les huileries, ils présentent un pouvoir calorifique élevé, compris entre 4.000 et 5.000 kcal/kg, et peuvent être transformés en briquettes ou en granulés.

Des expériences d'exportation de bois de noyaux d'olives vers l'Europe montrent l'existence d'un réel potentiel économique et d'opportunités sur les marchés étrangers. En revanche, les procédés plus avancés, tels que la gazéification ou la torréfaction, restent peu développés. Cette situation s'explique en partie par le contexte énergétique national, marqué par la prédominance du gaz et du pétrole.

La valorisation des grignons demeure également freinée par des contraintes structurelles, notamment l'abandon de certaines terres agricoles, le manque de main-d'œuvre et de motivation pour le travail de la terre, ainsi que l'arrêt, au

début des années 2000, du projet de valorisation soutenu par le Conseil oléicole international en collaboration avec l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne.

Quels types d'infrastructures ou de stations de traitement pourraient centraliser et valoriser ces sous-produits tout en limitant la pollution ?

La valorisation des grignons d'olives repose sur des infrastructures capables de traiter l'ensemble des résidus issus de l'extraction de l'huile, notamment la pulpe, les peaux et les noyaux. Des plate-formes de compostage permettent de transformer ces sous-produits, mélangés à des déchets végétaux, en amendements organiques destinés à l'agriculture. Des unités de dénoyautage assurent la séparation des noyaux, valorisés comme combustible, et de la pulpe utilisée dans l'alimentation animale. D'autres filières concernent l'extraction de l'huile de grignons, la fabrication de savon, ainsi que la transformation énergétique des résidus en briquettes, granulés ou charbon actif. Des technologies plus avancées, telles que la gazéification, offrent également des perspectives de valorisation, bien que leur déploiement demeure limité.

Quelles mesures incitatives ou réglementaires pourraient encourager les huileries à recycler leurs sous-produits plutôt que de les déverser dans la nature ?

L'encouragement au recyclage des déchets issus de l'industrie oléicole passe par un soutien public renforcé à l'utilisation des grignons et des margines, accompagné de la mise à disposition de moyens matériels adaptés au profit des agriculteurs. La relance des programmes de valorisation portés par le Conseil oléicole international, en partenariat avec les instituts techniques nationaux, permettrait de renforcer le transfert de technologies et de capitaliser sur les expériences acquises. Des actions de vulgarisation ciblées, appuyées sur des résultats concrets, sont nécessaires pour convaincre les oléiculteurs et les huileries d'adopter ces pratiques. Un suivi rigoureux de l'État, fondé sur le contrôle et l'évaluation régulière des projets, demeure enfin indispensable pour assurer l'efficacité des dispositifs et la protection de l'environnement.

A. F.

ASSURANCES

RÉSULTAT RECORD ET DÉFIS À RELEVER

● LE MARCHÉ NATIONAL DES ASSURANCES CONNAÎT UNE FORTE DYNAMIQUE, TRADUITE, NOTAMMENT, PAR UN CHIFFRE RECORD DE PRIMES ÉMISES SE SITUANT À 200,5 MILLIARDS DE DINARS.

Le Conseil national des assurances (CNA), à travers sa toute dernière note de conjoncture, fait globalement ressortir une poursuite de la croissance dans la plupart des branches de risques assurés, en particulier dans les assurances-dommages qui détiennent près de 83% du total de la production des différentes compagnies locales, soit un chiffre d'affaires global de près de 166 milliards de dinars.

■ FOUAD IRNATENE

Joint par nos soins, Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance, a qualifié cette évolution de positive, affirmant que les branches automobile et risques divers ont tiré le secteur vers le haut. S'agissant de la branche automobile, M. Benmicia estime que l'évolution est, entre autres, liée à l'augmentation de la tarification de la responsabilité civile, entamée en janvier 2025, ainsi qu'aux nouvelles immatriculations des voitures importées ou fabriquées localement.

Pour l'évolution de l'assurance risques divers, le même responsable l'attribue à la relance économique du pays avec l'engagement des projets structurants dans divers domaines, lesquels ont nécessité une assurance. Quant à Hassan Khelifati, vice-président de l'UAR, également contacté par *El Moudjahid*, même avec le dépassement de la «barre psychologique» des 200 milliards, soit environ 1,4 milliard de dollars, il y a loin de la coupe aux lèvres par rapport aux objectifs. «Le potentiel du secteur se situe autour de 7 à 8 milliards de dollars», indique le patron d'Alliance assurances. Par quels leviers atteindre cet objectif ? Aux yeux de M. Khelifati, il y a lieu d'«accélérer l'adoption de la nouvelle loi des assurances et consacrer une régulation indépendante qui prend en charge les réformes». Relevant la

persistance de certaines pratiques comme la sous-déclaration, M. Khelifati indique que les assurances Cat-nat, incendie, la responsabilité civile, «le rapport devra être fait par le commissaire aux comptes». Le même responsable estime qu'il existe des mécanismes de contrôle à mettre en place, lesquels serviront de leviers pour remonter le chiffre d'affaires du secteur et lui donner la place qui lui revient.

Au sujet des défis auxquels reste confronté le secteur, Kafia Benahmed et Farida Nemiri-Yaici, enseignantes à l'Université de Béjaïa, affirment que «l'absence d'un marché financier permettant de placer les primes d'assurances où il n'y a qu'une seule compagnie d'assurance (Alliance Assurances) qui est cotée à la bourse d'Alger et la faible densité d'assurance, mesurée par les dépenses annuelles par habitant destinées à acquérir des produits assurantiels, constituent les principales défectuosités du système des assurances en Algérie».

Un autre facteur, relèvent-elles dans une étude publiée au *Journal of Economic Growth and Entrepreneurship*, est «d'ordre réglementaire, il est lié à l'absence de l'obligation de l'assurance transport maritime pour les importateurs, ce qui n'arrange pas le secteur qui accuse un grand manque à gagner». De son côté, Mokhtar Naouri, expert international dans le secteur des assurances,



également formateur, estime «urgent d'instituer des règles de gouvernance en réglementant les quatre secteurs clés que sont : l'audit interne, la conformité, la gestion des risques et la fonction actuarielle». Par ailleurs, revendique-t-il, «il faut impliquer davan-

tage les administrateurs dans la gouvernance des risques et de l'entreprise, en exigeant la création de comités spécialisés au sein du conseil d'administration».

Aux yeux de M. Naouri, le dispositif réglementaire de solvabilité «doit favoriser une communication

de qualité fondée sur la transparence, notamment en matière de reporting vis-à-vis de l'autorité de contrôle et envers les assurés, notamment par la publication obligatoire des états financiers annotés sur les sites web».

F. I.

TEXTILE ET HABILLEMENT

DES PARTENARIATS AVEC DES MARQUES INTERNATIONALES EN VUE

La société Holding Textiles et Cuir «GETEX» envisage de conclure des contrats avec des marques internationales activant dans le domaine de la fabrication locale de vêtements et de chaussures, en vue de renforcer la position du groupe public et, par conséquent, celle du produit national aux niveaux régional et international, a indiqué le Président-directeur général du groupe, Toufik Berkani.

Dans une déclaration à l'APS, M. Berkani a précisé que GETEX a lancé des opérations de prospection et de négociation avec de grandes marques et des opérateurs internationaux dans le secteur du textile, de l'habillement et des produits en cuir, pour la conclusion de contrats de fabrication de sous-traitance, selon les normes internationales, ce qui permettra aux unités de production nationales de s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales du textile, du prêt-à-porter et du cuir. Cette démarche s'inscrit en droite ligne avec les efforts des pouvoirs publics visant à développer la filière du textile, notamment à travers de grands partenariats industriels, à l'instar de celui conclu il y a quelques années entre GETEX et TAYAL, avec pour objectif de bâtir un écosystème industriel intégré, fondé sur des compétences nationales qualifiées, capables d'opérer un saut qualitatif dans ce domaine, de renforcer la compétitivité du

produit local et de promouvoir le label «Made in Algeria». Ces partenariats contribueront également à consolider la position du groupe public aux niveaux local, régional et international, ainsi qu'à garantir des parts de marché supplémentaires, notamment sur le continent africain, à travers l'élargissement des exportations du produit national, a ajouté M. Berkani.

Le responsable a, par ailleurs, mis en avant l'adoption, par le Holding GETEX, d'une approche orientée vers l'ouverture sur les marchés extérieurs, à travers une participation régulière aux manifestations économiques et foires internationales, notamment en Afrique, telles que celles organisées en Mauritanie, au Tchad, au Sénégal et en Tunisie. En plus des partenariats, le plan d'action de GETEX pour l'année 2026 repose essentiellement sur la relance et l'exploitation des unités industrielles non exploitées et leur orientation vers des spécialités à valeur ajoutée, le renforcement et la modernisation de l'outil de production, à travers le parachèvement des projets de réhabilitation, de renouveau industriel et d'acquisition d'équipements modernes. M. Berkani a indiqué qu'un projet est en cours d'étude pour la création d'une unité de production de fibres et de fils industriels en polyester d'une capacité de 20.000 tonnes/an qui permettra de renforcer l'intégration industrielle

et de réduire la dépendance à l'importation, et ce, en sus de projets de production de textiles non-tissés destinés au secteur médical, de tissus éponge, ainsi que l'élargissement des unités de fabrication de chaussures et de produits en cuir.

Vers l'ouverture de 7 nouvelles usines et rebond du chiffre d'affaires

Concernant les résultats commerciaux du groupe qui emploie près de 8.000 travailleurs, «un rebond qualitatif» a été enregistré dans le chiffre d'affaires, l'année dernière, avec une hausse de plus de 60% par rapport à 2021, avec une augmentation de plus de 20% entre 2024 et 2025, «ce qui confirme l'entrée du groupe dans un processus ascendant durable», affirme le PDG. D'autre part, le groupe œuvre à soutenir la transition numérique et la modernisation des systèmes de gestion au niveau de ses unités et filiales avec l'intégration des technologies modernes, notamment la numérisation et l'intelligence artificielle à différentes phases de production et de gestion, ce qui contribuera à augmenter la production, à améliorer la qualité et à réduire les coûts. Dans sa démarche de diversification de ses produits et de développement de nouvelles collections qui répondent aux exigences du marché national, GETEX a lancé un pro-

gramme d'investissement qui vise l'ouverture de sept nouvelles usines au niveau national et la création de plus de 1.000 nouveaux emplois, notamment dans le Sud.

A ce titre, une infrastructure a été affectée dans la wilaya d'Adrar pour la création d'une nouvelle unité de couture, ajoute le responsable, qui a annoncé, d'autre part, l'organisation de la 2^e édition de défilé de mode, en juin prochain, dans le but de mettre en relief les capacités de l'industrie nationale et lancer une nouvelle marque commerciale destinée au marché de consommation. Le groupe public s'appuie, pour ce faire, sur une expertise cumulée et reconnue dans les domaines du textile, du cuir et de l'industrie des chaussures, avec une main d'œuvre qualifiée ayant acquis ses compétences à travers des années de pratique, et bénéficié de programmes de formation au profit des cadres et des techniciens, en vue d'accompagner les transformations technologiques et améliorer la performance de la production. Le groupe GETEX supervise un portefeuille qui comprend cinq entreprises industrielles et une filiale spécialisée dans la commercialisation, avec un total de 40 unités de production dans 20 wilayas et un réseau commercial qui compte 56 magasins répartis sur le territoire national.

R. E.

MASCARA

De notre correspondant : ABDELKADER BENMECHTA

UNE WILAYA EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

La wilaya de Mascara, qui reste une région agricole par excellence, occupe une position stratégique sur le double plan économique et commercial, faisant d'elle un carrefour dans l'ensemble régional Ouest et Sud-Ouest. A l'instar des autres wilayas du pays, Mascara enregistre une période de changements intenses dans la culture, les traditions, l'écoute du citoyen, la communication, la mise en valeur des potentialités de la région, le développement ou la réactivation de l'investissement productif dans son sens le plus large.



Outre sa vocation première qui est l'agriculture, une vocation justifiée par l'abondance et la qualité de ses produits, Mascara opte pour le développement de ses activités. Et à ce titre, elle recèle d'importantes ressources naturelles. La Wilaya est située à l'Ouest d'Alger la capitale dont elle est distante de 360 Km et à l'Est d'Oran la capitale économique du pays de 100 Km. A cet égard, son appellation est associée à sa vocation agricole par excellence, une réputation que lui confèrent les milliers d'hectares de terres agricoles fertiles, implantées dans les plaines de Ghriess et Habra. Même si ces derniers temps elle n'a plus l'apanage de cette réputation d'antan à cause de plusieurs facteurs, le visiteur dans la région de Béni Chougrane peut aisément remarquer que la wilaya de Mascara s'est transformée en un vaste chantier. Des nouvelles réalisations voient le jour partout à la grande satisfaction du citoyen mascaren, qui constate avec étonnement, qu'en l'espace d'un temps relativement court, une opération de transformation a été opérée. Elle est caractérisée par la démolition de certains quartiers vétustes, désormais remplacés par des in-

frastructures utiles et nouvelles qui ont pris place dans ces sites qui étaient considérés des lieux mal famés, fiefs de fléaux sociaux.

De nombreux signes de développement qui ne trompent pas

Le nouveau wali en la personne de Fouad Aïssi, installé à la tête de la wilaya depuis presque une année a su redonner un nouveau visage à la région et une impulsion de dynamique de développement local a été amorcée. Les 5 135 km² sur laquelle s'étend la superficie de la wilaya à travers ses 16 daïras et 47 communes est une région tournée résolument vers le modernisme et le renouveau dans tous les secteurs activité. La wilaya, connue pour sa vocation agricole et ses grandes superficies forestières et ses monts de Beni Chougrane est également attirée pour son histoire ancienne et ses grandes figures culturelles et islamiques. Aujourd'hui, ce nouveau état d'esprit qui anime les gestionnaires et qui font usage du credo visant

à inciter les entreprises à réaliser les projets qui leur sont attribués dans les délais impartis et de réussir de surcroît des travaux de bonne qualité au profit de cette wilaya, et, au vu du rythme des réalisations ponctuées par des records réalisés lors de cette période, la wilaya de Mascara est en train de changer au fil des jours.

C'est le constat établi par les citoyens, sollicités à exprimer leurs avis sur cette transformation et approuvent leur soulagement quand il s'agit d'évoquer toutes les réalisations ayant trait aux projets en cours d'achèvement dans les différents domaines. La fixation des populations rurales sur leurs terres figure parmi les priorités du chef de l'exécutif.

A ce titre, un montant de plus 233 milliards est consenti pour l'électrification rurale, le périmètre irrigué de Sig mis en service, le réseau M.A.O. les trois pôles universitaires et d'autres réalisations liées intimement à l'amélioration urbaine sont autant de signes qui ne trompent pas quant à la volonté affichée par les autorités locales pour faire de la wilaya de Mascara une mégapôle au sens noble du terme.

Les facilités accordées aux fellahs via des crédits financiers ont permis à plusieurs vergers d'arbres fruitiers de repousser de plus belle

Le secteur de l'agriculture a connu un certain recul à partir de la fin des années 1980, période au cours de laquelle Mascara a perdu son titre de leader en pomme de terre, oignons et autres maraichages. Cette région a également perdu l'ensemble de son vignoble pour laisser des étendues de terre nues à cause du manque d'eau. Le même sort est réservé aux étendues arboricoles qui se sont dégradées, faisant de la plaine de Ghriess et son prolongement jusqu'à la limite des hauteurs d'El Bordj et d'Oued El Abtal, une zone presque désertifiée, car la répartition des terres agricoles n'a pas abouti à l'objectif assigné.

Néanmoins, ce secteur a refait surface et les mesures d'accompagnement ont été pour beaucoup dans ce changement salutaire, grâce notamment aux facilités accordées aux fellahs via des crédits financiers, ce qui a permis à plusieurs vergers d'arbres fruitiers de repousser de plus belle, et surtout le développement des oliviers, produits dont la région de Sig, détenant le record et qui a inspiré d'autres daïras comme Oued Taria et Hachem qui ont entrepris un développement important. Pour donner un nouveau souffle aux cultures maraichères, les procédures ont été facilitées par l'octroi des autorisations de forage d'un puits susceptible d'irriguer une superficie de 50 ha.

Ainsi, des fellahs se sont constitués en groupes pour bénéficier de cet avantage, de curage ou d'aménagement de puits. Dans le même contexte, des jeunes ont bénéficié de crédits auprès des agences bancaires pour s'adonner aux activités liées à l'agriculture et en particulier l'élevage et la collecte de lait.

Signe d'inquiétude, cependant, les ressources en eau font défaut au niveau de la wilaya de Mascara et en particulier au niveau de la région de Ghriess, une situation qui pousse des fellahs à l'exode vers d'autres régions limitrophes, parfois dans l'extrême Est du pays pour activer dans la culture de la pomme de terre, permettant ainsi à d'autres wilayas de rivaliser avec Mascara.

A. B.

TOURISME ET ENVIRONNEMENT

UN PLAN VERT ÉTENDU

Des investissements ont été effectués dans le créneau des espaces verts, avec la réhabilitation des places publiques, l'aménagement des jets d'eau à toutes les entrées de la ville ainsi que les bois de Khebbia pour en faire un parc de loisirs. Le bois de Nesmoth attire des familles des wilayas voisines qui trouvent l'espace favorable pour s'épanouir ainsi que leurs enfants, des aménagements qui favorisent le secteur du tourisme de masse et de proximité.

La wilaya de Mascara recèle des sites historiques et touristiques non négligeables dont certains restent exploités. En effet, outre la ville de Bouhanifia qui renferme des thermes et des sites romains, il y a lieu de citer El Guetna juste à côté et Hacine qui contient aussi des restes d'ossements de l'homme mauritanique et des animaux préhistoriques, la ville de Tighennif où a été découverts l'homme de «Palikao», Sidi Kada, le deuxième lieu de résidence de l'Emir Abdelkader qui a géré une institution soufie pour les populations des Hachems. Il y a également la localité de Bénian, le fief des donatistes sous la conduite de Robba, les collines jumelles, le site historique d'El Merdja et la forêt dense. Tous ces lieux viennent s'ajouter aux sites historiques de l'Emir Abdelkader, Juste à leur proximité, se trouvent les localités d'Aoufs et Gharous où



se développe l'artisanat à partir de la vannerie et de l'argile. Les femmes paysannes s'adonnent comme par le passé à leurs occupations habituelles qui se limitent à la transformation de l'argile pour la fabrication d'objets tant désirés disparus de nos jours, car dominés par de nouvelles technologies. En dépit de sa vocation agricole, la wilaya dispose de grandes potentialités l'autorisant à investir dans le créneau de l'industrie et développement des infrastructures importantes comme la cimenterie de Zahana, celle de La-farge à Oggaz, l'unité de peinture de Sig, et d'importantes unités de transformation dans les différentes activités industrielles.

A. B.



HABITAT UN SECTEUR EN CHANTIER ET EN CONSTRUCTION



chacun. Sur un ensemble de 38 444 accordées 14 232 aides à l'habitat rural restent à attribuer. Sur un programme de 38 444 aides à l'habitat rural accordées à la wilaya de Mascara depuis le lancement et la mise à exécution de cette opération nationale qui vise l'amélioration du cadre de vie en milieu campagnard et la fixation des populations rurales au niveau de leurs douars, 14 232 unités, précise une source auprès des services de la DLEP, restent en cours de réalisation contre 24 212 déjà concrétisées au niveau des 47 communes que compte cette wilaya. C'est dans ce contexte d'ailleurs que le wali a instruit le DLEP, les chefs de daïras et la directrice de la Caisse nationale du logement (CNL) entre autres, à procéder à l'achèvement de ce programme restant de l'aide à l'habitat rural. Le premier responsable de la wilaya a, en outre, ordonné aux chefs de daïras d'attribuer l'aide financière relative à la première tranche dans les plus brefs délais, pendant que 2 000 autres aides supplémentaires sont à distribuer en vue d'un soutien et d'un encouragement pour un éventuel retour des familles dans leurs douars où de meilleures conditions avec toutes les commodités y seront réunies. Ces unités seront complétées par la construction des tours de 15 et 17 étages, une première fois dans la cité de l'Emir, et un grand défi dans cette logique de modernisme de la wilaya, désormais absolument tournée vers le bien-être et la prospérité à grande échelle, car tous les indicateurs versent dans ce sens.

A. B.

Le secteur de l'habitat et de la construction enregistre, lui aussi, une dynamique de relance du programme de relogement de grande envergure y compris le RHP et les aides à l'habitat rural. L'Agence de wilaya de gestion et régulation foncière urbaine (AWGRFU) de Mascara est chargée de la gestion des deux projets en sa qualité de maître d'ouvrage. En effet, une enveloppe financière de 498 millions de dinars a été dégagée pour l'exécution de 72 logements promotionnels avec un centre commercial à proximité de la source d'eau dite Ain Soltane, au lieu-dit Trig El Oued, à Mascara. Le second projet, en cours de réalisation, vise la réalisation de logements promotionnels avec trois étages en sous-sol destinés au parking d'une capacité globale de 90 véhicules et un centre commercial au niveau de la route de l'ALN, à proximité de la Maison des jeunes Semmache Saïd, à Mascara dans un délai n'excédant pas 18 mois, pour une enveloppe financière de l'ordre de 335,7 millions de dinars. 227 logements de type promotionnel (LP) seront réalisés à travers le territoire de la wilaya dont 207 unités au chef-lieu de la wilaya et 20 autres qui sont en cours de réalisation à Froha (12 unités) et Tighennif (8 unités), plus de 88 000 logements (tous types confondus) ont été inscrits depuis 1999 dont 41 000 unités sont achevées et le reste en cours de réalisation, soit plus de sept pôles urbains de plus de 100 ha

A. B.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION UN PILIER DE PROGRÈS SOCIAL LARGEMENT INTÉGRÉ

Le secteur de l'éducation a fait le grand saut par la réalisation d'un important nombre d'infrastructures scolaires et éducatives y compris dans les zones les plus reculées. Le nombre d'infrastructures scolaires a largement dépassé les 500 établissements pour accueillir quelques 200.000 élèves dans tous paliers confondus et pour les deux sexes.

Des efforts sont entrepris pour améliorer le taux de scolarité par classe afin d'atteindre le taux international dès lors que plusieurs infrastructures demeurent encore en chantier et seront réceptionnées dans les mois qui viennent pour alléger le nombre d'élèves par classe. Le secteur multiplie les initiatives pour la prise en charge d'une certaine couche sociale dite diminuée en attribuant les primes de scolarités dans les délais fixés par le gouvernement et l'octroi de

livres afin de permettre aux enfants de familles nécessiteuses de suivre sans difficultés leur scolarité. Pour pallier aux carences et les insuffisances d'ordre humaines et matérielles constatées au niveau du secteur de la santé, l'Etat déploie des efforts considérables pour atteindre certains objectifs. De ce fait, la wilaya a enregistré la réalisation et l'inauguration de l'hôpital de Bouhanifia et surtout celui d'Oued El Abtal dans l'extrême Est de la wilaya et qui rendra un grand service aux régions enclavées de Ain Farah, Ain Bouras et même certaines localités dépendantes des wilayas de Relizane et Tiaret, tout comme l'inauguration du SAMU au niveau de l'hôpital Dr Khaled à Mascara ainsi que d'autres infrastructures sanitaires au niveau des communes qui relèvent de la wilaya.

A. B.

RESSOURCES EN EAU

UNE MEILLEURE GESTION PEUT REVITALISER L'AGRICULTURE

La wilaya de Mascara a bénéficié du mégaprojet M.A.O, affecté à la consommation domestique en eau potable et les volumes des eaux des barrages consacrés à l'irrigation des terres fertiles de Ghriess. Les oliviers de la plaine d'El Habra et les agrumes de la région de Mohammadia en bénéficient pleinement, au grand bonheur des citoyens de la wilaya qui apprécient, à sa juste valeur, l'importance de cette ressource vitale qui ne peut être que porteuse de nouveaux postes de travail dans cette région, ô combien si importante et replace, de ce fait, Mascara à sa place de leader, aussi bien pour la pomme de terre, que pour les olives et les agrumes. Pour la concrétisation de ces objectifs, la priorité a été accordée aux deux secteurs qui se complètent que sont l'agriculture et l'hydraulique. Longtemps mis en veilleuse, le projet de réalisation du barrage

appelé Oued Taht, situé dans la commune de Ain Ferah, a été réalisé pour une enveloppe de 2 500 milliards de centimes. Le chapitre mentionne la réalisation de cinq stations de lagunage et réservoirs construits à travers les communes de la wilaya. Ainsi, 450 milliards de centimes ont été débloqués pour la réalisation et le réaménagement du périmètre irrigué de Sig, et permettre le drainage de 4 993 ha transformés et reconvertis en surfaces cultivables. Il en est de même pour le périmètre irrigué de Mohammadia, un projet en cours de réalisation qui a nécessité l'injection de 1 000 milliards de centimes. La wilaya de Mascara a été désignée pour faire figure de pôle régional agricole. Le choix n'est pas fortuit, car la région répond à toutes les conditions que demande un tel statut. Cette idée a germé, dans un premier temps vers les années 1990 sur proposition du wali de l'époque qui avait présenté un dossier solide, convaincant les autorités centrales à rete-

ner Mascara sur la liste des grandes wilayas candidates à assumer ce rôle. Cette distinction se matérialise périodiquement et d'une manière régulière sur le terrain par la réalisation de grands projets. Dans ce contexte, l'Etat n'a pas lésiné sur les moyens pour financer la concrétisation de cet objectif. Tant attendue par les populations de la région, la mise en œuvre de ce projet redynamisera le secteur agricole dans la plaine de la Habra, réputée pour ses agrumes et ses maraichers. Parallèlement à cette opération, une enveloppe de 180 milliards de centimes a été consacrée à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Mohammadia. L'exploitation de cette station, avec le traitement de 12 000 m³/jour alimentaire plus de 100 000 habitants. Dans le même ordre d'idées, les travaux de dévasement du barrage de Bouhanifia ont été lancés, opération, qui a coûté 107 milliards, et ayant permis d'extraire 6 millions de m³ de vase.

A. B.



UNE GESTION DURABLE DES RICHESSES MARINES

La wilaya de Tipasa s'affirme aujourd'hui comme un espace pilote dans la mise en œuvre de politiques innovantes dédiées à la préservation des ressources marines, à la faveur d'un partenariat structurant entre l'Algérie et le Japon. Cette coopération, inscrite dans une vision stratégique de promotion de l'économie bleue, se traduit sur le terrain par des actions concrètes visant à concilier exploitation rationnelle et durabilité écologique.

■ De notre correspondante :
SALIMA ETTOUHRIA

À cœur de cette dynamique figure le projet d'implantation de récifs artificiels dans la commune de Damous, à l'extrême ouest de la wilaya. Lancée dans le cadre d'un programme expérimental appuyé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), cette initiative s'inscrit dans un dispositif élargi touchant également plusieurs wilayas du littoral, notamment Skikda, Tizi Ouzou et Oran. L'objectif principal est de favoriser la reconstitution des stocks halieutiques tout en atténuant la pression exercée sur les zones côtières, dans un contexte où une grande partie de la flotte nationale demeure dépendante de la pêche artisanale.

Le choix du site de Damous repose sur des critères scientifiques et environnementaux précis, faisant de cette zone un terrain propice à l'expérimentation. Le projet est encadré par des experts japonais, en étroite collaboration avec les autorités locales et les institutions sectorielles, garantissant ainsi le respect des normes techniques et écologiques requises. Cette approche concertée permet d'assurer une mise en œuvre rigoureuse et adaptée aux spécificités du littoral algérien.

Fort d'une expertise reconnue dans le domaine des récifs artificiels, le Japon met à profit son expérience pour accompagner l'Algérie dans l'appropriation de techniques modernes de gestion des écosystèmes marins. Cette coopération ne se limite pas au transfert de technologies, mais englobe également un



important volet d'échanges scientifiques et professionnels. La participation régulière à des manifestations spécialisées, telles que le Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA), ainsi que l'organisation d'ateliers thématiques, témoignent de la volonté commune de renforcer les capacités nationales dans ce domaine stratégique.

Parallèlement, la formation des ressources humaines constitue un axe majeur de cette coopération. À Tipasa, les établissements et instituts spécialisés dans la pêche et l'aquaculture ont récemment clôturé leur année pédagogique par la remise de plus de 12.000

attestations dans diverses filières, allant de la navigation maritime à la maintenance navale, en passant par les techniques d'aquaculture. Cet effort de qualification s'inscrit dans une stratégie globale visant à améliorer la performance du secteur et à encourager l'insertion des jeunes dans ces métiers porteurs.

Dans le même sillage, la modernisation des dispositifs d'accès à la formation a été engagée à travers la mise en place d'une plateforme numérique dédiée à l'inscription dans les centres spécialisés. Cette initiative vise à simplifier les démarches administratives et à élargir l'accès aux opportunités de formation,

notamment pour les jeunes souhaitant s'orienter vers les métiers de la mer.

Les premières retombées de ce programme, expérimenté initialement dans la wilaya d'Oran, sont jugées particulièrement encourageantes. L'installation de récifs artificiels a permis de créer de nouveaux habitats favorables à la reproduction des espèces marines, contribuant ainsi à la régénération des ressources halieutiques et à la réduction de la pression sur le littoral. Fort de ces résultats probants, le projet est appelé à être étendu progressivement à d'autres régions côtières, avec pour ambition une généralisation à l'échelle nationale.

Il importe de souligner que la coopération algéro-japonaise dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture repose sur une relation de confiance établie depuis la fin des années 1980. Cette collaboration durable a permis la mise en œuvre de nombreux programmes de formation et d'échange, tant en Algérie qu'à l'international, contribuant au renforcement des compétences et à la modernisation du secteur.

À travers l'exemple de Tipasa, ce partenariat illustre une démarche intégrée alliant expertise internationale, développement local et préservation de l'environnement. Il ouvre également des perspectives prometteuses en matière d'investissement dans l'aquaculture, un segment appelé à jouer un rôle clé dans le renforcement de la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie nationale.

S. E.

BOUIRA

LES RÉSERVES DES BARRAGES AUGMENTENT

■ De notre bureau :
AMAR FEDJKHI

Le volume d'emménagement des trois barrages en exploitation dans la wilaya de Bouira a fortement augmenté, grâce aux apports pluvio-neigeux exceptionnels enregistrés depuis fin mars dans plusieurs régions du pays. Selon la direction de l'hydraulique de la wilaya, le barrage Koudiat Acrdoune, situé à Malla sur les hauteurs de Lakharia, stocke désormais 82 millions de mètres cubes d'eau.

Deuxième ouvrage en matière de capacité après le barrage de Beni Haroun (680 millions de mètres cubes) dans la wilaya de Mila, Koudiat Acrdoune alimente en eau potable plus de 500.000 habitants répartis sur les wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, Alger, M'sila et Médea. «Avec ces apports considérables, l'alimentation en eau des populations, notamment durant la saison estivale, sera assurée de manière équitable et sans interruption», a déclaré la DRE à la radio locale. Le

barrage de Tilesdit, à l'est de Bouira, a également enregistré un volume important, avec près de 59 millions de mètres cubes d'eau stockés. Sa capacité totale est de 165 millions de mètres cubes. Il approvisionne plusieurs communes de l'est de la wilaya, et une partie de ses eaux est destinée à l'irrigation des plateaux agricoles d'El Esnam.

La fonte des neiges et les crues continues alimentent encore le barrage en question. Par ailleurs, le barrage de Oued Lakhel, historiquement destiné à l'irrigation, a récemment vu ses réserves augmenter de 12 millions de mètres cubes, permettant désormais d'approvisionner davantage les populations en eau potable.

Pour prévenir les pénuries, plusieurs mesures ont été adoptées par le passé, incluant la mise en place de plans d'urgence, la rationalisation de la ressource hydrique et la réalisation de forages pour faire face aux crises d'eau dans les localités les plus touchées.

A. F.

TIZI OUZOU

CINQ VÉHICULES INCENDIÉS

■ De notre bureau : **BELKACEM ADRAR**

Les services de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou sont intervenus, jeudi dernier, pour circonscire un incendie ayant touché des véhicules stationnés en bordure de route, dans la localité de Tala Allam, banlieue ouest du chef-lieu de la commune de Tizi Ouzou. Selon un communiqué rendu public par cette institution, le sinistre a endommagé cinq véhicules, dont quatre qui ont été entièrement calcinés. Les équipes d'intervention ont rapidement maîtrisé les flammes, évitant ainsi leur propagation aux alentours, et ont procédé à l'extinction totale de l'incendie en un temps relativement court. Aucune perte humaine n'a été enregistrée, a-t-on précisé de même source. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les causes exactes de cet incendie.

B. A.

TIARET

MODERNISER LE RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT

■ De notre correspondant :
SI MERABET NOUR EDDINE

La wilaya de Tiaret bénéficie d'une accréditation financière destinée à revitaliser son secteur hydraulique (eau potable, assainissement, eaux usées), répartie entre plusieurs projets structurants.

La station d'épuration de Frenda a reçu 300 millions de dinars pour moderniser ses installations, accroître sa capacité de traitement et garantir la conformité sanitaire et environnementale. Celle de Bouche-kif bénéficie du même montant pour la mise à niveau de ses procédés (décantation, oxydation biologique, désinfection) et l'optimisation de ses réseaux. Parallèlement, des investissements ciblés sont affectés aux sta-

tions de relevage. Celle d'Aïn Mesbah, obtient 48 millions de dinars, et celle de Karman 62 millions, pour l'installation de pompes nouvelle génération, de systèmes automatisés et de dispositifs de télésurveillance.

La station de Mellakou à laquelle a été alloué 150 millions de dinars pour accroître sa capacité de traitement, intégrer des procédés performants de réduction des polluants et améliorer ses infrastructures périphériques. Enfin, la station de Rahouia a reçu également 150 millions de dinars pour moderniser ses unités, améliorer la gestion des boues et installer des systèmes de monitoring. Ces investissements forment un ensemble cohérent : les stations d'épuration améliorent la qualité des effluents, les stations de relevage as-

surent leur transfert sécurisé, et les modernisations locales permettent une exploitation durable. Au-delà des aspects techniques, ces projets généreront des retombées tangibles : création d'emplois, réduction des risques sanitaires, attractivité renforcée pour les investisseurs, et protection du patrimoine environnemental.

Dès leur mise en service, ces infrastructures contribueront à améliorer la qualité de vie des habitants de la wilaya, à booster la production agricole locale et à soutenir la transition vers une gestion durable des ressources en eau, alignée sur la stratégie nationale de l'eau algérienne visant à universaliser l'accès à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030.

S. M. N.



L'AIEA S'ALARME DES RISQUES DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

LES ABORDS D'UNE CENTRALE NUCLEAIRE CIBLÉS

Les explosions qui ont frôlé des bâtiments sensibles du site n'ont pas généré d'augmentation du niveau de radiation, selon l'organe onusien de surveillance du nucléaire.

■ MOURAD SLIMANI

Les recherches pour retrouver le pilote d'un avion F-15E abattu par la défense antiaérienne iranienne se poursuivaient, hier dans la journée, mobilisant, à la fois les forces américaines et iraniennes, bien entendu avec des motivations diamétralement opposées. L'issue de cet épisode s'impose depuis la riposte fatale contre cet avion de suprématie aérienne, vendredi, vers le centre du territoire iranien, comme un des principaux enjeux immédiat de la guerre, qui entre désormais dans sa sixième semaine. Washington cherche absolument à s'éviter une capture du pilote par les forces iraniennes et une fort probable exploitation politique et médiatique des faits, qui amplifierait le retentissement d'un événement vécu comme un revers opérationnel et symbolique par la première puissance militaire mondiale. Téhéran, pour sa part, engrange un net avantage psychologique et voit là l'occasion de faire la démonstration de la résilience de son système défensif, et de ses capacités à faire face, après plus des dizaines de milliers de frappes américano-sionistes contre ses installations. L'enjeu est tellement perçu comme décisif, à Téhéran, qu'un appel solennel a été diffusé à la population, promettant «une récompense généreuse» à toute personne livrant le pilote recherché «vivant» aux autorités. Un



autre appareil d'attaque aurait été, par ailleurs, touché et se serait écrasé dans les eaux du Golfe, selon les autorités iraniennes, durant la même journée, soit 48 heures après les discours de Donald Trump, mercredi, assurant, entre autres, avoir neutralisé les capacités défensives de la République islamique. Le Président américain, qui suit personnellement l'évolution des opérations de recherche, a relativisé l'impact de l'événement, affirmant que c'était le genre de risque encouru en toute guerre.

Hier, les échanges de frappes et

de salves de missiles et de drones se sont poursuivis, avec une intensité renouvelée, débordant de nouveau sur des cibles dites stratégiques, dont des sites sensibles. Selon les médias iraniens, une frappe a touché, hier, le secteur de la centrale nucléaire de Bouchehr, dans le sud du pays, tuant un agent de sécurité sur place. Les installations n'ont cependant pas été endommagées, précisent les mêmes sources. Moscou a décidé, de suite, l'évacuation immédiate de 198 employés de la centrale. Les explosions qui ont frôlé des bâtiments de

l'installation n'ont pas généré d'augmentation du niveau de radiation, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui exprime, néanmoins, sa profonde inquiétude devant les graves conséquences de ce genre d'incidents. Des médias internationaux font état, par ailleurs, d'une vague de frappes israéliennes sur des complexes industriels de transformation pétrochimiques, dans le sud-ouest du territoire iranien. Un terminal commercial du poste-frontière de Shalamchek avec

l'Irak a été également frappé, confirmant une option tactique vers le ciblage de l'infrastructure stratégique et économique. Le ministre iranien des Sciences soutient, d'autre part, qu'une trentaine d'établissements universitaires ont été ciblés les cinq dernières semaines. En face, le corps des Gardiens de la révolution de la République islamique affirme avoir lancé de nouveaux essais de missiles, une centaine, sur des cibles israéliennes au cœur des territoires palestiniens occupés, dont les redoutables projectiles à fragmentation. Deux d'entre eux aurait atterri non loin du ministère de la défense sioniste. Au Bahreïn, des interceptions de projectiles iraniens auraient, par ailleurs, fait plusieurs blessés, tandis qu'à Dubaï, un immeuble abritant le siège de l'entreprise américaine Oracle, spécialisée dans les systèmes de gestion de données informatiques, aurait été ciblé et endommagé. D'autre part, un communiqué des forces iraniennes apprenait, hier, à la mi-journée qu'un navire commercial sioniste, «sous faux pavillon», a été ciblé du côté du détroit d'Ormuz, 48 heures après qu'un porte-conteneurs du groupe de transport maritime CMA CGM ait pu transiter sans encombre par le même passage.

M. S.

PEINE DE MORT CONTRE LES PRISONNIERS PALESTINIENS

LES OPINIONS PUBLIQUES SE MOBILISENT DANS LE MONDE

■ YAZID YAHIAOUI

L'adoption par le Parlement sioniste, le 30 mars dernier, de la loi autorisant l'exécution des prisonniers palestiniens continue à susciter des mouvements d'indignation à travers le monde. Ainsi, après les premières réactions officielles contre cet «apartheid judiciaire», le week-end a été une occasion pour les peuples de se mobiliser et s'indigner contre cette loi scélérate. Au Maroc, des villes comme Tanger, Oujda et Nador ont été le théâtre de marches imposantes, à contre-courant de la politique de compromission du Makhzen avec l'entité sioniste. Les manifestants ont lié le sort des détenus à la préservation des Lieux saints, rappelant, avec ferveur, que le peuple marocain et celui de Palestine ne forment qu'une seule et même voix. Plus au Sud, à Nouakchott, en Mauritanie, la jeunesse estudiantine a défilé sous les couleurs de la Palestine, tandis qu'à Mogadiscio, en Somalie, les érudits profitaient du sermon du vendredi pour mettre en garde contre les répercussions d'une telle loi sur la

stabilité régionale. En Syrie, la colère est montée avant-hier, des cours de la Grande mosquée des Omeyyades, à Damas jusqu'à dans les rues d'Idlib, où des milliers de citoyens ont dénoncé le gouvernement sioniste, tout en réaffirmant leur soutien indéfectible à la bande de Ghaza.

À Istanbul, c'est sur la place Taksim que la colère des Turcs s'est exprimée, qualifiant la situation de génocide et appelant la communauté internationale à briser le silence.

Même en Europe, la contestation a pris des formes hautement symboliques, notamment à Oslo, où des cordes de potence accrochées à la façade de l'Opéra de la ville ont muettement crié l'urgence de sanctions internationales.

De son côté, l'avocat Khaled Mahajneh, figure centrale et héroïque de la défense des droits de l'homme en Palestine occupée, a alerté sur l'entrée en vigueur immédiate de cette loi raciste, en rappelant que la pression populaire est le dernier rempart contre l'irréparable.

Hier encore, d'autres manifestations d'indignation et de dénon-

ciation de cette loi ont eu lieu en Italie, en Grande-Bretagne, en Norvège, mais aussi en Turquie, au Maroc, en Mauritanie pour la deuxième journée consécutive, alors qu'à Ghaza, des sit-in sont organisés dans les zones de refuge, notamment au camp de Bureij, où les familles de prisonniers affirment que toute application de cette loi constituerait une «ligne rouge».

Pour rappel, selon l'association Addameer, (la conscience), qui active en soutien aux prisonniers, le nombre de détenus palestiniens a franchi le seuil critique des 9.500 personnes, dont plus de 3.400 en détention administrative, sans procès.

Avec l'adoption de la «loi de la potence», cette législation permet désormais d'imposer la mort à la simple majorité des juges sionistes.

Selon le Club des prisonniers palestiniens, plus de 2.500 condamnés se retrouvent ainsi dans le couloir de l'ombre, transformant les tribunaux militaires en une véritable machine à exécuter légalisée.

Y. Y.

LIBAN

L'AGRESSION SIONISTE S'ÉTEND À LA VILLE DE SOUR

L'entité sioniste a de nouveau intimidé, hier, l'injonction aux habitants de plusieurs secteurs de la ville de Sour (Tyr), dans le sud du Liban, à quitter leurs foyers, annonçant une nouvelle vague de frappes. D'autres pans de la population libanaise sont ainsi poussés à l'exode massif, transformant l'une des villes les plus antiques de la Méditerranée en zone de guerre. Les précédentes agressions y ont déjà laissé de lourds stigmates dans la cité côtière, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. Hier, un hôpital de la ville a, d'autre part, été touché par deux frappes, faisant 11 blessés, dont trois secouristes, selon le ministère libanais de la Santé. La direction de l'établissement a affirmé, cependant, que l'hôpital resterait ouvert, illustrant la résistance du corps de la santé libanaise, particulièrement ciblé depuis le début de l'agression, le 2 mars dernier.

Le port de la ville n'a pas été épargné, à son tour : une attaque a touché un bateau de tourisme, tandis que plusieurs embarcations de pêche à quai ont été endommagées, rapportent les médias libanais. La paralysie de l'économie locale s'affirme de jour en jour comme un des objectifs des attaques sionistes, en plus de la modification des équilibres démographiques dans le sud du pays.

Vendredi, les forces sionistes ont détruit un pont reliant Sohmor à Machghara, dans l'est du Liban, coupant un axe de déplacement et de ravitaillement, tandis qu'une frappe, survenue dans la zone après la prière du vendredi, a fait deux morts et 15 blessés, selon le ministère de la Santé. Ces attaques, qui touchent des lieux de culte et des infrastructures vitales, renforcent l'impression d'une pression systématique sur les communautés civiles.

Les autorités libanaises ont annoncé, avant-hier, que les frappes sionistes ont fait au moins 1.368 morts et 4.138 blessés. Les Casques bleus de la force intérimaire de l'ONU, Finul, continuent, à leur tour, à subir le bellicisme sioniste. Trois d'entre eux, de nationalité indonésienne, ont été blessés dans une explosion, vendredi, près d'une semaine après la mort de trois de leurs pairs dans des conditions similaires.

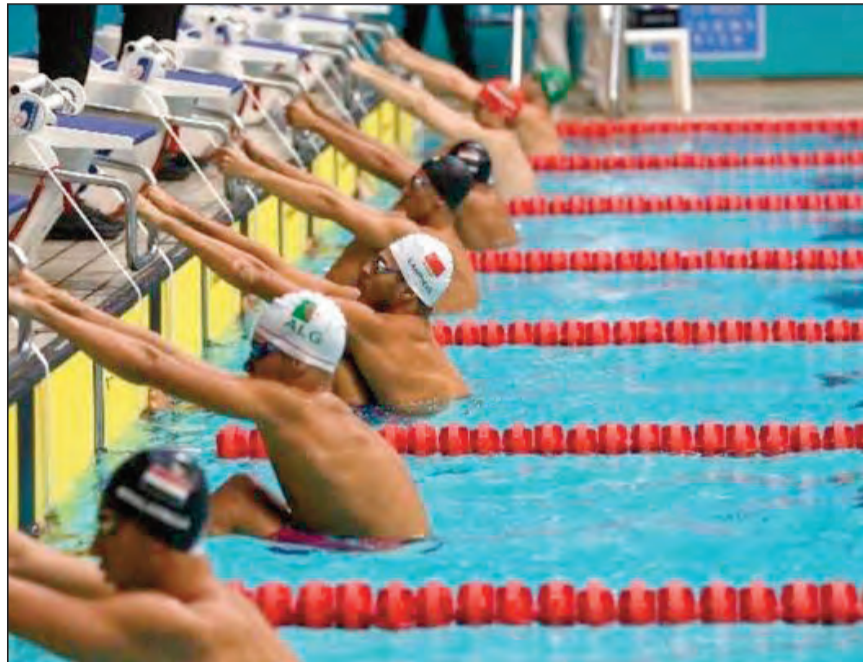
M. S. et Agences

NATATION / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026 L'ALGÉRIE PREND LE RELAIS DU GHANA ET SERA L'HÔTE DE LA 27^e ÉDITION

C'est désormais officiel ! La ville d'Oran sera le théâtre de la 27^e édition des Championnats d'Afrique de natation, prévue du 5 au 10 mai 2026. Initialement attribuée au Ghana, la compétition a été délocalisée en Algérie suite au désistement du pays ouest-africain.

L'annonce a été faite conjointement par Africa Aquatics et Algeria Aquatics, confirmant que, malgré ce changement de lieu, les dates initiales sont scrupuleusement maintenues. Cet événement, biennal et incontournable sous l'égide de la CANA, devrait voir converger pas moins de 44 nations vers les bassins ultra-modernes du complexe aquatique Miloud-Hadefi. Le programme restera fidèle à la tradition, regroupant les catégories Juniors, Seniors et Masters. Africa Aquatics a tenu à saluer la réactivité exemplaire des autorités algériennes et de la fédération nationale, dont l'acceptation rapide du dossier garantit une organisation de haut niveau dans des délais pourtant serrés. En accueillant cette élite continentale, El-Bahia confirme une fois de plus son statut de pôle sportif incontournable en Méditerranée et en Afrique.

M.-A.A.



TENNIS / TOURNOIS FÉDÉRAUX D'ALGER ET DE TIPASA

LA PLUIE IMPOSE UN COUP D'ARRÊT FORCÉ

Le ciel en a décidé autrement pour les jeunes tennismans algériens. Les tournois fédéraux qui devaient se tenir du 1^{er} au 4 avril à Alger et Tipasa ont été officiellement reportés par la Fédération algérienne de tennis (FAT). En cause, les fortes précipitations qui rendent les courts impraticables et compromettent la sécurité des

participants. Cette décision impacte les catégories U8 et U10, qui devaient se retrouver à Rouiba et Hydra, ainsi que les U9 et U12, initialement attendus sur les courts de Tipasa.

La FAT a précisé que la santé et l'intégrité des jeunes athlètes restaient la priorité absolue.

Les nouvelles dates de ces compétitions, très attendues pour évaluer la progression des jeunes pousses du tennis national, seront communiquées dès que les conditions météorologiques permettront une reprise normale de la compétition.

M.-A.A.

HALTÉROPHILIE

CHAMPIONNATS D'ALGÉRIE LE HODNA DE M'SILA CHEZ LES JUNIORS SURVOLE LES DÉBATS



Le Centre régional de Chlef a vibré au rythme de la force pure lors du championnat d'Algérie d'haltérophilie junior. Au terme d'une compétition acharnée, c'est l'équipe du Hodna de M'sila qui s'est adjugé le titre national par équipes avec un total de 125 points. Elle devance la Protection civile (107 points) et l'ASPTT Alger (106 points), qui complète un podium relevé. Au-delà du classement, cette édition restera marquée par une performance collective exceptionnelle. Dix records nationaux ont été pulvérisés. Parmi les héros du jour, on retiendra Abdelmoumen Chetioui (Bensrouj) qui a brillé chez les 60 kg, Oussama Mâachou (Hodna) avec trois nouveaux records en 65 kg, et Mohamed Islam Touiri (Bensrouj) qui a établi deux marques historiques en 71 kg. Chez les lourds (88 kg), Abderrahmane Guessoum du MC Alger a fait sensation en effaçant trois records d'un coup. Le DTN, Mohamed Bouabache, n'a pas caché sa satisfaction devant une telle progression technique. La compétition se poursuit avec les seniors, où 278 athlètes issus de 28 clubs luttent encore pour s'illustrer sur les plateaux de Chlef.

M.-A.A.

FOOTBALL

PRÉPARATION DES ÉLIMINATOIRES DE LA CAN-2026

LES U20 RENTRENT DU CAIRE AVEC DE PRÉCIEUX ENSEIGNEMENTS

La sélection nationale des moins de 20 ans (U20) vient de clore un chapitre important de sa préparation internationale. En stage au Caire du 22 au 31 mars, les protégés du sélectionneur Razik Nedder ont profité des infrastructures de pointe de la Fédération égyptienne pour peaufiner leurs automatismes. Ce regroupement, s'inscrivant dans la fenêtre FIFA, a servi de

véritable test avant les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2026). Durant ce séjour en terre égyptienne, les jeunes Verts se sont frottés à deux reprises à leurs homologues pharaons. Ces confrontations se sont soldées par deux résultats nuls encourageants : un score vierge (0-0) lors du premier acte, suivi d'un match plus prolifique (2-2) lors de la seconde

manche. Au-delà des scores, c'est la solidité mentale et la progression tactique du groupe qui ont été soulignées par la FAF. Ce stage au cœur du football continental permet à Razik Nedder de stabiliser son effectif et de dégager une ossature compétitive pour les futures joutes régionales.

M.-A.A.

PRÉPARATION CAN-2026 (U19)

FIN DE STAGE À SERAÏDI

C'est sur les hauteurs d'Annaba, dans le cadre verdoyant du Centre national de sports et de loisirs de Seraïdi, que la sélection nationale masculine U19 a bouclé son premier stage préparatoire.

Ce regroupement marque le point de départ d'un long processus visant les prochaines échéances internationales, avec en ligne de mire le Cham-

pinat d'Afrique des Nations prévu en septembre 2026 à Abidjan (Côte d'Ivoire). La Fédération algérienne de handball (FAHB) tire un bilan très positif de cette immersion. Ce stage a permis au staff technique d'évaluer avec précision le potentiel physique et technique des joueurs dans une ambiance de travail sereine et studieuse. «Les objectifs fixés ont été atteints

grâce à des infrastructures de qualité supérieure», a souligné l'instance fédérale. En guise de conclusion, la FAHB a tenu à exprimer sa gratitude envers la direction et le personnel du Centre de Seraïdi pour leur accueil exemplaire, offrant aux jeunes internationaux des conditions optimales pour lancer ce projet sportif ambitieux.

M.-A.A.

FAHB / DÉVELOPPEMENT HANDBALL

LA BASE AU CŒUR DU PROJET FÉDÉRAL

La Fédération algérienne de handball (FAHB) passe à l'offensive pour l'avenir de la petite balle. Dès ce week-end, l'instance lance son ambitieux programme de regroupements régionaux simultanément dans quatre pôles stratégiques: Oran, Tizi-Ouzou, Bordj Bou Arreridj et Ouargla. Sous la supervision de la Direction technique nationale (DTN), ces stages visent à polir les diamants bruts du handball algérien (U15 garçons et U16 filles) détectés à travers tout le territoire. L'objectif est d'harmoniser la formation autour d'un projet de jeu unifié pour les futures sélections nationales. En parallèle, le président de la FAHB, Mourad Bousebt, a mené une délégation à Saïda pour une visite de travail spécifique. Cette rencontre avec les ligues et clubs locaux a permis d'aborder de front les défis logistiques et sportifs de la région. En misant sur cette proximité et sur une détection précoce rigoureuse, la FAHB réaffirme son engagement pour un développement durable et structuré du handball national, de la base jusqu'à l'élite.



M.-A.A.

CAN-2026 U17 (ZONE UNAF/ QUALIFICATIONS)

L'ALGÉRIE ACCROCHÉE PAR LA TUNISIE

UN MATCH EXPLOSIF DEMAIN FACE À L'ÉGYPTE POUR LA QUALIFICATION

Le suspense reste entier dans le tournoi de l'UNAF qualificatif à la CAN-2026. Jeudi, sur la pelouse du stade international de Benghazi, la sélection nationale des moins de 17 ans (U17) a partagé les points avec la Tunisie (1-1) au terme d'un derby maghrébin intense. Les joueurs d'Amine Ghimouz avaient pourtant idéalement

lancé les hostilités grâce à un geste de génie: un retourné acrobatique spectaculaire signé Yacine Abed à la 20^e minute. Cependant, les Aigles de Carthage ont su réagir avant la pause, égalisant par leur capitaine Thabti à la 36^e. Malgré ce nul, l'Algérie conserve ses chances intactes. Actuellement troisièmes au classement avec

4 points, les Verts devançant la Tunisie et la différence de buts (+1 contre -2) et comptent surtout un match en moins.

La donne est désormais claire. Tout se jouera demain à 14h00 face à l'Égypte, victorieuse de la Libye (2-1) lors de cette même journée. Dans ce mini-championnat où les trois premiers décrocheront leur bil-

let pour la phase finale de la CAN-2026, les jeunes Algériens ont leur destin entre les mains.

Une victoire ou même un nul solide pourrait suffire à valider le ticket pour le prochain rendez-vous continental.

M.-A.A.

LIGUE 1-MOBILIS (25^e JOURNÉE)

PÉRILLEUX DÉPLACEMENT DU MCA À BÉCHAR

● LE MCO A FRAPPÉ UN GRAND COUP À HAMLAOUI



■ MOHAMED-AMINE
AZZOUC

Le championnat national de Ligue 1 Mobilis livre aujourd'hui le second acte de sa 25^e journée. Après les rencontres avancées de vendredi qui ont redessiné le haut du tableau, tous les regards se tournent vers Béchar où le leader mouloudéen joue une partie de son destin, tandis que la lutte pour la survie en élite atteint son point de non-retour.

La tension est à son comble. Ce dimanche, le MC Alger, solide leader avec 52 points, s'apprête à vivre l'un des déplacements les plus périlleux de sa saison. En terre de la Saoura, les protégés de Khaled Benyahia défient une formation de la JS Saoura (2^e, 40 pts) transcendée par l'enjeu. Pour le « Doyen », un succès aujourd'hui sonnerait quasiment comme l'officialisation d'un dixième sacre historique. Mais la tâche s'annonce ardue face à des Bécharis qui visent la passe de trois pour sécuriser leur place de dauphin, synonyme

de qualification en Ligue des Champions. Cette pression sur les épaules du leader est accentuée par les résultats de vendredi. L'Olympique Akbou a en effet réalisé une opération comptable majeure en arrachant un nul héroïque (1-1) à Ouargla face au MB Rouissat. Grâce à une égalisation in extremis d'Arezki Hamroune à la (90'+11), les Akbouciens se sont hissés à la deuxième place (40 pts), mettant la pression sur la JSS. Dans l'autre choc de vendredi, le MC Oran a frappé un grand coup au stade Chahid-Hamlaoui. Grâce à un coup franc magistral de Bourdim, les Hamraoua ont fait chuter le CS Constantine (1-0), confirmant leur spectaculaire redressement. Ce revers plonge le CSC dans le doute après quatre matches sans victoire, alors que le MCO grimpe désormais au pied du podium. Aujourd'hui, le bas du tableau sera le théâtre de duels dramatiques. Pour les relégables, le temps ne se compte plus en journées, mais en minutes. La lanterne rouge, le MC El-Bayadh, re-

çoit une JS Kabylie en plein renouveau. Sous la houlette de Rabah Bensafi, les Canaris veulent confirmer leur succès face à l'ES Ben Aknoun pour s'éloigner définitivement de la zone rouge. A l'inverse, El-Bayadh n'a plus droit à l'erreur s'il veut croire encore au miracle. A Alger, le CR Belouizdad partira largement favori face à l'ES Mostaganem. Le Chabab, revigoré par sa victoire contre le Paradou, doit s'imposer pour espérer retrouver le podium. Pour l'Espérance de Mostaganem (14^e), chaque point pris aujourd'hui vaudrait de l'or dans la course au maintien. Le sort du Paradou AC inquiète tout autant. Avec une série noire de huit

défaites consécutives, les Académiciens se déplacent à Khenchela avec la peur au ventre. Face à une USMK redoutable sur ses terres, le PAC joue sa survie.

Enfin, l'USM Alger, blessée par ses récents revers, doit impérativement réagir à Chlef. Un test de caractère pour les Rouge et Noir, à quelques jours seulement de leur demi-finale continentale, face à une équipe de l'ASO qui vendra chèrement sa peau pour assurer son maintien.

Entre quête de gloire pour le MCA et lutte pour l'existence pour les mal-classés, cette 25^e journée s'annonce décisive à tous les étages.

M.-A. A.

VENREDI :

MB Rouissat - Olympique Akbou (1-1)
CS Constantine - MC Oran (0-1)

AUJOURD'HUI :

USM Khenchela - Paradou AC (16h00)
CR Belouizdad - ES Mostaganem (17h45)
ASO Chlef - USM Alger (17h45)
ES Sétif - ES Ben Aknoun (17h45)
MC El-Bayadh - JS Kabylie (18h00)
JS Saoura - MC Alger (20h00)

COMITÉ OLYMPIQUE ET SPORTIF ALGÉRIEN UNANIMITÉ AUTOUR DU BILAN 2025

Réunis en Assemblée générale ordinaire (AGO) à Alger, les membres du COA ont validé à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2025. Sous l'égide de son président, Abderrahmane Hammad, l'instance a également tracé la feuille de route pour 2026, incluant le budget prévisionnel et un plan d'action ambitieux. Outre les succès sportifs glanés à Riyad, Luanda et Annaba l'an dernier, le COA mise désormais sur l'accompagnement des athlètes qualifiés pour les JOJ de Dakar-2026 et les Jeux Méditerranéens de Tarente. Pour booster l'élite, un nouveau barème de primes de préparation a été instauré. Enfin, Hammad a souligné une avancée stratégique majeure : la transformation numérique complète de l'institution pour une gestion administrative et une communication plus performantes.

M.-A. A.

HALTÉROPHILIE LE MC ALGER RÈGNE SUR LE CHAMPIONNAT NATIONAL

Le rideau est tombé sur le championnat d'Algérie d'haltérophilie à Chlef, avec un sacre sans appel du MC Alger chez les seniors messieurs. Le club algérois a survolé la compétition (212 pts), devançant la Protection Civile (187 pts) et le Hilal Barika (169 pts). Si le niveau des seniors a été jugé moyen par les techniciens, la satisfaction est venue des jeunes catégories avec 14 nouveaux records nationaux battus. Le DTN, Mohamed Bouabache, s'est réjoui de l'émergence de talents prometteurs comme Haroun Moussa et Mohamed Touiri (M'sila). Ces pépites devraient renforcer les rangs de la sélection nationale en vue du prochain championnat d'Afrique prévu en Algérie en octobre.

M.-A. A.

TOURNOI NATIONAL DES ACADÉMIES DE FOOTBALL U13 LE PARADOU AC S'IMPOSE À ORAN

Le Paradou AC a confirmé l'excellence de son école de formation en remportant la 2^e édition du tournoi national des Académies (U13). En finale, au stade Ahmed-Zabana d'Oran, les académiciens du PAC l'ont emporté d'une courte tête (1-0) face à une valeureuse équipe de la JS Saoura. Ce tournoi, qui a rassemblé 32 clubs à travers trois stades de la ville d'El Bahia, s'inscrit dans la stratégie de la FAF pour la détection précoce des talents. Après avoir balayé le CRB Hennaya (7-0) en demi-finale, les jeunes du Paradou remportent cette compétition qui valorise le travail de fond réalisé au sein des centres de formation algériens.

M.-A. A.

Publicité

COLLOQUE SUR LA RÉSISTANCE DE LALLA FATMA N'SOUMEUR

UNE MÉMOIRE À TRANSMETTRE

Un colloque scientifique et historique sur la résistance de la grande combattante Lalla Fatma N'Soumeur, intitulé «Lalla Fatma N'soumeur, un modèle de la femme algérienne résistante» a été organisé jeudi dernier au siège de la wilaya de Béjaïa par le Haut Conseil Islamique (HCI) en coordination avec la wilaya de Béjaïa.

■ De notre bureau : MUSTAPHA LAOUER

Cette rencontre scientifique a été présidée par le professeur Mebrouk Zidelkhir, en présence du secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) Assad Si El Hachemi, du représentant de la grande mosquée d'Alger, du wali, du président de l'APW, des autorités de la wilaya, du recteur de l'université Abderrahmane-Mira et des membres et cadres du HCI, ainsi que d'une sélection de chercheurs et de professeurs. Lors de son intervention, le wali Kamel Eddine Kerbouche a souligné l'importance capitale de telles initiatives scientifiques qui contribuent à ancrer la mémoire nationale et à renforcer les valeurs historiques auprès des jeunes générations, réitérant le soutien des autorités de la wilaya à tous les efforts visant à valoriser le patrimoine historique et culturel national. Le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, s'est longuement attardé sur le combat courageux de la combattante Lalla Fatma N'soumeur face aux troupes colonialistes. Si El Hachemi a souhaité coordonner, à l'avenir avec le HCI, l'organisation de tels événements à travers les wilayas du pays. L'orateur a également appelé à élaborer un lexique des femmes combattantes et moudjahidate algériennes qui ont fait face au colonialisme avec courage et abnégation. Le président du HCI, Mabrouk Zidelkhir, qui a ouvert les travaux du colloque, a souligné «l'importance de cette journée d'étude qui met en lumière l'une des figures féminines les plus marquantes de l'histoire de l'Algérie, la moudjahida Lalla Fatma N'soumeur, considérée comme un symbole de la résistance, de la ténacité et du sacrifice pour la patrie. Une résistance qui marque très fort l'engagement des combattantes algériennes à travers la mise en valeur du rôle pionnier de la femme algérienne aux différentes époques de l'histoire». Ainsi, «Fadhma Sid Ahmed Ou Méziane», communément appelée Lalla Fatma N'soumeur, est née en 1830 à Ouerdja dans la région d'Aïn El Hammam (wilaya de Tizi Ouzou) et morte en 1863 à Tablat, est une figure du mouvement de résistance algérien au cours des premières années de la colonisation de l'Algérie



par la France de 1854 à juillet 1857, elle mène une résistance contre les Français. Capturée par les forces françaises, elle est emprisonnée jusqu'à sa mort six ans plus tard. Son père est le chef d'une école coranique dans une zaouïa où elle suit l'enseignement habituellement réservé aux garçons. Fatma s'impose progressivement dans le monde de la médiation et de la concertation politico-religieuse. Forte de sa lignée, elle exerce une grande influence sur la société kabyle. En 1849, accompagnée de son frère Sidi Tahar, avec qui elle se rend au village de Soumeur, Lalla Fatma N'soumeur entre dans la résistance et se rallie à Si Mohammed El-Hachemi, qui participe à l'insurrection du cheikh Boumaza. En 1850, elle soutient le soulèvement du cheikh Boubaghela venu de la région des Babors. En 1854, elle remporte sa première bataille face

aux forces françaises à Tazrout. Le 11 juillet 1857, Lalla Fatma est arrêtée. Le conférencier Ouatmani Settar, professeur d'histoire à l'université de Béjaïa, a abordé «la résistance particulière de cette femme qui est inégalée car elle incarnait surtout un courage à mobiliser les femmes algériennes pour se placer derrière les hommes combattants en apportant tout le soutien afin de résister dans leur combat face aux troupes coloniales. Dans son village, les gens la voyaient comme une sorte de protection.

Elle est arrêtée dans le village Takhlitj entouré de femmes. Les Français l'ont exilée parce qu'elle jouait un grand rôle dans la résistance. C'est pratiquement la seule femme résistante exilée durant la période coloniale».

M. L.

CLÔTURE, HIER À RAFFOUR, DU 1^{er} SALON NATIONAL DU LIVRE «SAHEL-VALLEY» (BOUIRA)

LE MEILLEUR EST À VENIR

■ FARID BOUYAHIA

La première édition du Salon national du livre «Sahel-Valley», organisée depuis jeudi à Raffour (M'Chedallah), à l'est de Bouira, avec la participation d'une trentaine d'écrivains et romanciers ainsi que de 16 maisons d'édition, s'est clôturée hier. Organisé par l'Association culturelle locale «Imghane» au Centre culturel Matoub-Lounès de la ville de Raffour en présence d'écrivains de renom comme Amin Zaoui, le Salon s'est terminé avec l'organisation d'une visite guidée à la station climatique de Tikjda pour les participants. Au total, 30 écrivains et romanciers, dont Djilali Amrani, Farid Sahoui, Farid Bouyahia et Hiba Tayda, ainsi que 16 maisons d'édition à l'image d'Imtidad, Casbah, Talsa, Barzakh et Tinhinan, ont pris part à cette première édition qui a connu «un franc succès», selon la présidente de l'association organisatrice, Hafidha Boulala. Cette première édition s'annonce déjà comme un temps fort de la vie culturelle locale, où se rencontrent la culture, le savoir, la mémoire, l'innovation et l'hospitalité. L'écrivain Amine Zaoui, auteur



de romans à succès, invité d'honneur, a animé une conférence sur le livre et la lecture, partant de la conviction que le lectorat se porte bien et la lecture a de beaux jours devant elle. Il relève que le lien entre la lecture et la construction de la conscience est constant, en Algérie. A cette occasion a été souligné aussi le rôle du livre dans la construction culturelle

et l'importance d'investir dans les métiers du livre. Plusieurs activités ayant lien avec le livre, le roman et l'écriture, ont été animées durant les trois jours du Salon, par des écrivains et des romanciers. «Le livre et le roman ont toujours été au service de l'histoire et de la mémoire nationale», a déclaré la romancière Hiba Tayda, lors d'une conférence animée ven-

dredi au lycée Terrache Ahen de Raffour. Le Salon a drainé un public nombreux, dont des universitaires de la région et d'autres venus des wilayas limitrophes comme Béjaïa et Tizi Ouzou, ainsi que des collégiens, des lycéens et des étudiants universitaires. Des ateliers de formation culturelle ont été organisés durant ce Salon au profit des collégiens et

lycéens ainsi que des enfants de la ville. Pour une première ç'en est une, cette édition a été un franc succès. Tous les champs de la connaissance et divers genres littéraires ont été exposés au Salon qui a célébré le livre et la lecture, dans une région où la chose culturelle occupe une place prépondérante et où la littérature est aimée. Avec un programme culturel riche et diversifié, cette édition a connu aussi la participation de nombreux écrivains et créateurs ainsi que des éditeurs nationaux. Outre l'animation des conférences, des rencontres littéraires, les participants ont eu le loisir de faire des présentations d'ouvrages. Un programme riche et varié a été consacré aux enfants et aux élèves des écoles et des lycées de la région. Cette nouvelle a reflété le dynamisme de la scène culturelle nationale et locale, et a renforcé le rayonnement de cette belle région d'Algérie, en tant que destination culturelle en devenir. Les visiteurs souhaitent que cette édition soit suivie par l'organisation d'autres manifestations à l'avenir pour promouvoir le livre et du coup la culture nationale.

F. B.

VICTOIRE DE L'ÉQUIPE NATIONALE FÉMININE DE BASKET-BALL HANDI-SPORT

NASRI FÉLICITE LES CHAMPIONNES

«Félicitations à notre équipe nationale féminine de basket-ball handi-sport pour la victoire et son sixième titre africain consécutif. Cette performance remarquable témoigne de la détermination de nos championnes et démontre la capacité de ce groupe à exceller et à faire la différence. Nous saluons profondément les efforts de l'État pour promouvoir ce groupe et garantir sa participation à la construction d'une Algérie victorieuse.»



VERS UNE SOUVERAINETÉ THÉRAPEUTIQUE EN ONCOLOGIE UN ENJEU MAJEUR POUR L'ALGÉRIE

Face à la progression des pathologies cancéreuses, l'Algérie se trouve aujourd'hui à un tournant stratégique en matière de santé publique. L'accès à des traitements innovants et référents en oncologie devient une priorité nationale, tant pour améliorer la prise en charge des patients que pour réduire la dépendance aux importations coûteuses. C'est dans ce contexte qu'une rencontre scientifique s'est tenue, ce 03 avril à Alger, réunissant d'éminents professeurs oncologues, spécialistes hospitalo-universitaires et praticiens engagés dans la lutte contre le cancer. Leur présence témoigne de l'importance



accordée à la diffusion du savoir médical et à l'intégration des dernières avancées thérapeutiques. Les cancers différenciés de la thyroïde, de l'endomètre ou en-

core le cancer hépatocellulaire bénéficient désormais de traitements ciblés issus de progrès scientifiques majeurs. Ces thérapies offrent des perspectives en-

courageantes en termes d'efficacité et de qualité de vie pour les patients. Au-delà de l'innovation médicale, la question de la disponibilité de ces traitements sur le territoire national demeure centrale. Les patients expriment, de plus en plus, leurs préoccupations quant à l'accès rapide et équitable aux soins les plus performants. Répondre à ces attentes implique, non seulement une mise à niveau continue des compétences médicales, mais aussi une stratégie industrielle ambitieuse. Le développement de la production pharmaceutique locale apparaît, ainsi, comme une solution durable. En favorisant l'implantation d'unités de fabrication de médicaments innovants en Algérie, il devient possible de réduire significativement la facture d'importation, tout en garantissant une meilleure disponibilité des traitements. L'avenir de l'oncologie en Algérie repose donc sur un équilibre entre excellence scientifique, écoute des besoins des patients et développement d'une industrie pharmaceutique locale performante.

R. N.

GRANDE COMMISSION MIXTE ALGÉRO-MAURITANIENNE DE COOPÉRATION AU NIVEAU DES EXPERTS

DÉBUT DES TRAVAUX DE LA 20^e SESSION

Les travaux de la 20^e session de la Grande commission mixte algéro-mauritanienne de coopération au niveau des experts ont débuté samedi matin à Alger. Les délégations algérienne et mauritanienne passeront en revue les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays frères

et les moyens de les renforcer, avant de s'atteler à l'élaboration des projets d'accords et du procès-verbal de la session. Ces documents seront signés, le 7 avril, lors d'une cérémonie coprésidée par le Premier ministre, M. SifiGhrieb, et son homologue mauritanien, M. Mokhtar OuldDiay.

100 JEUNES FORMÉS POUR DIFFUSER LES VALEURS DE TRANSPARENCE L'INITIATIVE «AMBASSADEURS DE L'INTÉGRITÉ» LANCÉE

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), Salima Mousserati, a annoncé, hier à Oran, le lancement de l'initiative «Ambassadeurs de l'intégrité», en partenariat avec le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), visant à former une première promotion de 100 jeunes et à renforcer la culture de la transparence au sein de la société. M^{me} Mousserati a souligné, dans une déclaration à la presse, en marge d'une session de haut niveau sur l'innovation et la transformation numérique or-

ganisée dans le cadre du premier Forum national du programme de qualification des jeunes leaders, l'importance de cette initiative, qui constitue «l'aboutissement de l'accord de partenariat conclu avec le Conseil supérieur de la jeunesse, à l'issue d'une série de rencontres préparatoires et de sessions de formation conjointes».

Elle a précisé que le projet repose sur le principe de la «formation des formateurs», à travers la sélection de 100 jeunes qui porteront le titre d'«Ambassadeurs de l'intégrité», afin «d'assumer un rôle central dans la dif-

fusion des valeurs de transparence au sein de la société et de ses institutions».

M^{me} Mousserati a ajouté que le programme vise à «doter les jeunes de connaissances et d'outils nécessaires pour lutter contre la corruption, non seulement en la signalant, mais aussi en ancrant une culture de son rejet et de son refus».

Elle a également rappelé que l'Algérie dispose d'un cadre juridique complet pour lutter contre la corruption, notamment la loi 06-01, en plus des dispositifs de répres-

STATION DE DESALEMENT D'EAU DE MER «FOUKA-2» REPREND DU SERVICE À PLEIN RÉGIME

«FOUKA-2» REPREND DU SERVICE À PLEIN RÉGIME

La Société algérienne de dessalement de l'eau de mer, filiale du groupe Sonatrach, annonce, dans un communiqué, la remise en service à pleine capacité de production de la station de dessalement d'eau de mer "Fouka 2" (Tispasa), après l'achèvement des travaux de maintenance périodique. Ainsi, la station a repris son activité et fonctionne actuellement à pleine capacité, soit 300.000 m³/jour, dans des conditions d'exploitation normales, à même d'assurer la continuité de l'approvisionnement en eau, ajoute la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de maintenance préventive visant à assurer la disponibilité des installations et la continuité du service, suivant les normes en vigueur, conclut la même source.

ÉDITORIAL

À l'heure où les équilibres sécuritaires régionaux et internationaux se recomposent, l'Algérie affirme avec constance sa montée en puissance. Sous l'impulsion des plus hautes autorités de l'État, l'Armée nationale populaire s'inscrit dans une dynamique de modernisation pour s'imposer comme un acteur de référence à l'échelle continentale. La réunion annuelle des cadres des infrastructures militaires, tenue hier, au Centre militaire d'ingénierie et de développement des installations à Hussein Dey et présidée par le chef d'Etat-major, le général d'Armée Saïd Chanegriha, illustre cette ambition. Elle met en lumière un levier stratégique essentiel : celui des infrastructures. Car derrière chaque capacité opérationnelle et chaque mission accomplie se trouve un socle logistique déterminant. Ces dernières années, l'ANP a franchi un cap qualitatif notable. La réalisation d'infrastructures modernes, hôpitaux militaires de haut niveau, bases opérationnelles intégrées, installations sociales adaptées pour ses personnels, tout cela traduit une

ANP : UNE DYNAMIQUE DE MODERNISATION

vision globale de la performance militaire. Il ne s'agit plus seulement de puissance matérielle, mais d'un écosystème complet où préparation opérationnelle, soutien logistique et bien-être humain convergent vers un même objectif : l'excellence. Sur le plan continental, cette montée en puissance positionne l'Algérie parmi les armées les plus structurées et les plus crédibles.

Dans un environnement sahélien marqué par l'instabilité, l'ANP joue un rôle de pilier sécuritaire, notamment dans la lutte anti-terroriste et les trafics transfrontaliers. Sa capacité de projection, sa connaissance fine du terrain et la solidité de ses infrastructures lui confèrent une efficacité reconnue, souvent citée comme modèle par les experts des armées les plus puissantes du monde. À l'international, l'Algérie cultive une approche équilibrée, fidèle à sa doctrine de non-ingérence mais active dans la coopération militaire. Exercices

conjoint, échanges d'expertise, participation à des mécanismes de sécurité régionale : autant d'initiatives qui renforcent sa crédibilité. Dans ce cadre, la qualité des infrastructures militaires devient un atout diplomatique en soi, permettant d'accueillir, former et interagir avec des partenaires étrangers dans des conditions optimales. Mais au-delà des chiffres et des réalisations, c'est une approche visionnaire qui se dessine. Celle d'une armée moderne, ancrée dans son époque, où la performance ne se mesure pas uniquement en termes d'armement, mais aussi en capacité d'adaptation, en résilience et en gestion des ressources humaines. Comme l'a souligné le général d'Armée Saïd Chanegriha, «les efforts déployés dans les infrastructures reflètent non seulement une efficacité technique, mais aussi une vision stratégique à long terme». Ainsi, l'Algérie confirme la solidité de son armée et la cohérence de ses investissements dans les infrastructures militaires.

EL MOUDJAHID